PN
4914
.C4B6
1921
Ex.1

CB
Don

HENRI BOURASSA,
DIRECTEUR DU « DEVOIR »

JUIN 28 1972

La presse catholique et nationale

Prix : 35 sous

IMPRIMERIE DU « DEVOIR »
MONTRÉAL, 1921

Universitas
BIBLIOTHECA

Cup-3
01-CRC
1921
-32

Cette étude sur la presse est la reproduction à peu près intégrale d'articles publiés dans le Devoir, *à des intervalles fort irréguliers. Les premiers ont paru en octobre, les derniers en février; chaque série forme l'un des chapitres de la brochure. La plupart ont fourni à l'auteur le thème de quelques conférences, données au cours de l'hiver, mais dont une seule, sur* la presse et le clergé, *a été écrite et reproduite en entier dans le* Devoir *du* 2 *et du* 3 *décembre.*

Ce travail, fait à bâtons rompus, dans des conditions particulièrement désavantageuses, est incomplet, disproportionné dans ses parties, plein de trous, *de longueurs et d'à-côté. Quelques personnes éclairées ont néanmoins jugé qu'en dépit de ces défauts, l'ensemble de ces articles présente une thèse assz complète sur la mission de la presse catholique et nationale au Canada, et qu'à ce titre il peut être utile de les reproduire tels quels — l'auteur n'ayant ni le temps, ni le goût de les refaire à neuf. Il se borne à réclamer, une fois de plus, l'indulgence de ses lecteurs habituels, les priant d'oublier les vices et l'incohérence de la forme pour ne voir que le but à atteindre.*

Sur le fond, il est peut-être nécessaire de mettre le lecteur en garde contre une apparence de pessimisme et une certaine âpreté d'expression. Les dangers signalés sont réels; le mal fait par la presse de parti et les journaux à nouvelles est immense; la tâche de la presse catholique et nationale est ardue. D'autre part, il serait injuste de ne pas voir ce qui reste de foncièrement bon dans notre société et de méconnaître les résultats obtenus dans la lutte pour la rénovation des consciences et l'affermissement des volontés. La rudesse d'un labeur poursuivi depuis

vingt ans a peut-être entraîné l'auteur à noircir les ombres du tableau qu'il présente; mais son intention n'est pas, qu'on en soit certain, d'abattre les courages. C'est au contraire pour les stimuler qu'il s'est efforcé de faire voir en plein jour le mal à combattre, le bien à faire, par la presse, cette arme formidable que les papes ne cessent de recommander à l'attention des chefs sociaux. Tout récemment encore, S. S. Benoit XV, répétant presque mot à mot les paroles de son saint prédécesseur, insistait sur la "nécessité d'opposer école à école, journal et revue à revue et journal, conférence à conférence, afin d'empêcher la mauvaise semence de l'erreur de fructifier au sein de la société le plus cultivée [1]*." Ce suprême encouragement doit suffire à stimuler les efforts de tous ceux qui travaillent au maintien et à la diffusion des journaux voués à la défense de la vérité.*

Montréal, février 1921.

[1] *Discours du* 22 *décembre* 1920, *à l'occasion du décret proclamant les « vertus héroïques » de l'illustre et vénérable Bellarmin* (*reproduit dans le* Devoir *du* 25 *janvier.*)

LA PRESSE CATHOLIQUE ET NATIONALE

— I —

UNE CAMPAGNE DE PROPAGANDE

Regain de confiance—Utiles contacts

On m'a persuadé que je dois rendre compte aux lecteurs du *Devoir* des résultats de la campagne poursuivie depuis notre dixième anniversaire, afin d'assurer la survivance du journal. Cette analyse, m'affirme-t-on, aurait une double utilité: elle encouragerait ceux de nos amis qui nous ont apporté le précieux appui de leurs conseils, de leurs efforts et de leur bourse; elle serait propre à stimuler de nouvelles initiatives, des concours plus nombreux et non moins efficaces. Peut-être.

En tout cas, je me rends volontiers à cet avis. J'y trouve l'occasion d'exprimer ma vive et profonde reconnaissance à tous ceux, prêtres ou laïques, professionnels ou modestes travailleurs, qui m'ont aidé à poursuivre la rude tâche entreprise depuis près d'un an. Et puis, il peut y avoir quelque avantage, en effet, à faire la synthèse des impressions et des constatations recueillies au cours d'une tournée dont l'ampleur a vite dépassé nos plans primitifs, puisqu'elle est devenue une véritable campagne d'éducation populaire en faveur des oeuvres de presse catholiques et nationales.

La première et la plus consolante de ces constatations, c'est celle de l'ardente sympathie que notre oeuvre inspire à ceux qui la connaissent, et de l'intérêt grandissant qu'elle éveille chez ceux qui ne la connaissaient pas ou la connaissaient mal.

L'avouerai-je, en toute naïveté? Le nombre d'amis que le *Devoir* compte partout, dans la province, dépasse notablement nos prévisions. A maintes reprises, et notamment à notre Congrès de janvier, on nous disait: "Le *Devoir* a plus d'amis que vous ne pensez." Dans ces assurances, nous faisions, trop large évidemment, la part des illusions, la part aussi de l'amical désir de nous encourager. Il m'est doux de confesser aujourd'hui qu'on n'exagérait nullement.

Oui, le *Devoir* compte beaucoup d'amis, d'amis intelligents et dévoués, de *vrais* amis. Cette seule constatation est pour nous un précieux réconfort, pour le *Devoir* une garantie de durée et de bienfaisance.

Ce regain de confiance ne tient pas principalement à la satisfaction légitime mais quelque peu égoïste de dénombrer nos amis. Plus encore que les manifestations de sympathie, j'ai recueilli avec bonheur les témoignages rendus au bien accompli par le journal: fausses idées redressées, préjugés anéantis ou fortement entamés, fécondes initiatives suggérées ou soutenues, horizons élargis, patriotisme et fierté nationale réveillés, convictions raffermies, religion même, éclairée par l'étude, la réflexion et un plus efficace désir de se manifester par des actes sociaux.

Ces appréciations je les ai entendu formuler par les hommes les plus diversement situés: prêtres, éducateurs, professionnels, hommes d'affaires, ouvriers, tous catholiques, évidemment, et affranchis du joug des partis. Avec quel bonheur ai-je apporté l'expression de ces jugements à mes dévoués collaborateurs, attachés à la meule, et aux rares amis qui se dévouent en permanence au soutien matériel du journal! C'est bien, en ce monde, leur meilleure récompense. Ce sera aussi pour eux un motif additionnel de poursuivre le travail et d'améliorer l'oeuvre le plus possible.

A ce gain moral, la campagne entreprise — qui va se prolonger, si l'endurance physique ne me fait pas défaut — en ajoute un autre, plus étroitement professionnel mais corrélatif au premier. Ce contact intime avec une foule de personnes, étrangères les unes aux autres par leur situation, leur mentalité et leurs préoccupations, vaut à notre oeuvre et à ceux qui la dirigent un inappréciable apport d'expériences, d'idées, d'opinions, de faits nouveaux ou inconnus, ou insuffisamment appréciés.

Par état, le directeur et les rédacteurs d'un journal — d'un journal d'idées, bien entendu — doivent tout savoir, s'intéresser à tout, donner leurs avis sur tout ce qui se passe d'important dans leur pays ou ailleurs. Du moins, c'est ce que l'on attend d'eux. D'autre part, les exigences du labeur quotidien les attachent à la glèbe. Ils sont réduits à limiter leurs sources d'information à la lecture des autres journaux — d'où il n'est guère facile de tirer la vérité pure — et à quelques relations extérieures, forcément restreintes.

Ce grave inconvénient se fait surtout sentir dans les journaux de doctrine qui, vivant de peine et de misère, ne peuvent se payer le luxe de correspondants étrangers compétents, tout à leur service, ni permettre à leurs principaux rédacteurs d'aller au loin rafraîchir leurs idées, puiser à bonne source les renseignements nécessaires et confronter leurs opinions avec celles d'autrui ou simplement avec les faits extérieurs.

Et cependant, ce sont précisément les journaux de doctrine qui ont le plus besoin de ces contacts. Combien l'action du *Devoir* gagnerait en efficacité, si son directeur et ses principaux rédacteurs pouvaient, à tour de rôle, explorer les parties diverses du vaste champ où le journal est appelé à porter l'attention de ses lecteurs! Que de manoeuvres louches ou tendancieuses dénoncées à temps, que de mensonges dévoilés, que de faits topiques à signaler, que de forces inertes à mettre en branle!

En tout ce qui touche aux mouvements généraux du monde, ce besoin d'informations authentiques devient chaque jour plus impérieux, pour deux raisons principales: la première, c'est que la participation intense du Canada à la guerre européenne, et l'action réflexe qui en résulte, nous ont jetés en plein courant du désarroi d'idées et de faits où le monde se débat; la seconde, c'est que les sources où nous puisons nos informations sur les événements du monde sont de plus en plus accaparées et empoisonnées par les hommes et les factions puissantes qui entraînent les peuples à l'abîme.

Si, au cours de la guerre, nous avons réussi à garder notre sang-froid, alors que tant de têtes solides chaviraient; si, à l'heure actuelle, nous pouvons jeter quelques cris d'alarme et signaler certains dangers que d'autres n'aperçoivent pas, c'est que des expériences antérieures, des contacts pris en des occasions favorables, quelques coups d'oeil jetés de près dans les arcanes où se trament les grands complots, nous permettent de percer les ténèbres du mensonge et de rompre la conspiration du silence. Mais souvent, faute d'informations précises ou récentes, il nous faut crier par intuition.

En attendant qu'une moindre pénurie nous permette de reprendre ce service d'information extérieure, la tournée de propagande du directeur a du moins valu au journal d'utiles renseignements sur les problèmes intérieurs. Tout le long de la route, entre les assemblées publiques, les réunions intimes se sont multipliées, des vues se sont échangées, d'amicales discussions ont fait surgir certains aperçus ignorés ou négligés, des moyens d'action ont été mis en valeur, des solutions ont mûri. Qu'on me permette de remercier ici tous les bons coeurs qui m'ont fait accueil, tous les bons esprits qui m'ont éclairé de leurs lumières et fortifié de leurs conseils. J'ose espérer qu'ils ont eux-mêmes tiré quelque profit de ces rencontres.

Succès notables — Résultats conditionnels

Une autre expérience fort encourageante pour nous et pour les zélateurs de notre oeuvre, encourageante aussi pour tous ceux qui comprennent la nécessité d'une presse catholique et

nationale, c'est l'intérêt extraordinaire que cette prédication a suscité partout.

A Québec comme à Montréal, au Lac Saint-Jean et à la Baie des Chaleurs, dans la vallée de la Matapédia et à la Beauce, aux environs de Montréal ou de Joliette, dans les villes et dans les campagnes, les gens sont venus en foule. Partout, et jusque dans les milieux les plus pénétrés du vieil esprit de parti, les auditoires ont été nombreux, attentifs et manifestement intéressés. Partout, le succès a dépassé les espérances des organisateurs.

Et les résultats? les résultats tangibles, immédiats, pour le *Devoir?* Les résultats généraux et lointains pour les idées qu'il préconise?

A ces questions, je veux répondre en toute simplicité, aussi franchement que j'ai noté les impressions favorables et signalé les bons effets de cette campagne. Nos vrais amis, j'en suis sûr, m'en sauront gré.

Les résultats, immédiats ou lointains, seront ce que nos amis voudront, s'ils savent s'organiser et travailler, s'ils veulent cultiver et développer le sentiment instinctif de la foule, qui commence à comprendre que la politique ne répond pas à tous ses besoins sociaux, que la presse à nouvelles ne l'éclaire pas sur toutes choses.

De cette tournée de six mois, je reviens persuadé, absolument certain, que le *Devoir* compte, dans la seule province de Québec, plus d'amis et de zélateurs qu'il n'en faudrait pour assurer l'existence, le développement et la diffusion de deux journaux comme le nôtre. A qui connaît mon habituel scepticisme en ces matières, cette affirmation paraîtra significative; elle n'est nullement exagérée.

Et pourtant, les résultats actuels sont fort inégaux: ici, ils dépassent nos espérances, là, ils restent au-dessous du possible; ailleurs, ils sont nuls. Dans l'ensemble, c'est ni bien, ni mal; assez pour nous donner l'assurance de vivre; pas assez, je ne dirai pas pour vivre à l'aise, — le jour où le *Devoir* prendrait du ventre, son esprit et ses moeurs en souffriraient — mais pas encore assez pour donner au journal l'essor nécessaire, ni lui assurer les ressources qui lui permettraient d'étendre son champ d'action et de faire à ses rédacteurs des conditions d'existence équivalant, par exemple, à celles d'un bon plâtrier.

C'est dire que les résultats lointains restent problématiques; car, enfin, en ceci tout se tient: ressources matérielles, diffusion du journal, pénétration des idées.

La doctrine préconisée par le *Devoir,* les vérités qu'il défend, les oeuvres qu'il soutient, tout cela pénétrera dans le

peuple, à condition que le journal soit lu; il sera lu si ses amis lui attirent des abonnés et des lecteurs; il répondra aux espérances de ses amis à condition... qu'il vive. Et ce ne sont sûrement ni les partis politiques, ni les lanceurs d'affaires, ni les exploiteurs du crime et de la débauche, ni les indifférents, ni les endormis, qui assureront son existence et favoriseront son expansion.

Mais, objectera-t-on, si le *Devoir* compte tant d'amis, capables de le mettre à flot et disposés à le faire, comment se fait-il qu'il en soit encore à crier famine, que son directeur doive employer à tendre la main un temps qui serait plus utilement consacré à d'autres activités?

Sur l'emploi du directeur, je pense, moi, que c'est un exercice très salutaire pour *râper* l'orgueil. Et puis, qu'un homme s'use à ceci, à cela ou à autre chose, cela n'a pas d'importance, si le but à atteindre est bon. Un homme n'est qu'un homme et se remplace toujours. Tout ce qui importe, c'est que l'oeuvre vive et porte de bons fruits.

Et c'est précisément parce que l'existence de l'oeuvre est languissante, parce que sa fécondité est entravée, qu'il me paraît intéressant de rechercher les causes de la disproportion entre les efforts déployés et les résultats obtenus jusqu'ici.

Cette recherche m'est inspirée beaucoup moins par le souci d'abréger mon supplice de quêteur — et celui de mes victimes expiatoires: *quêtés* ou assistants-quêteurs — que par le désir d'assurer le plein rendement de notre oeuvre commune. En effet, les obstacles qui retardent l'achèvement de la structure financière de l'oeuvre proviennent de causes qui amoindriront sa portée morale et éducatrice et celle de toute oeuvre identique, si l'on n'y porte remède.

Ces causes tiennent, les unes au tempérament de la race, d'autres aux idées courantes en matière de journaux, d'autres encore à l'incomplète compréhension que beaucoup de nos amis mêmes ont de notre oeuvre, de son inspiration fondamentale, de sa portée véritable.

En général, nos compatriotes sont généreux, mais plutôt passivement. Ils donnent volontiers à ceux qui vont les trouver; ils donnent de main à main; mais ils font rarement un effort volontaire, encore moins un effort soutenu, soit pour aider une oeuvre de leur aumône, soit pour solliciter en sa faveur des concours et des secours. Et puis, s'ils ont, à un haut degré, le sens de la charité matérielle, ils n'ont guère celui de la charité intellectuelle. Soulager les corps, soigner les malades, hospitaliser les infirmes, les vieillards, les orphelins, ils comprennent cela; ils aident volontiers les hommes, les femmes et les institutions qui se dévouent à ces oeuvres.

On ne leur a pas encore appris à pratiquer la charité envers les intelligences, à aider les oeuvres qui se proposent d'éclairer les esprits, de fortifier les convictions, de discipliner les volontés, de susciter et d'ordonner les énergies sociales. A plus forte raison sont-ils encore fort loin de comprendre à quel point ces oeuvres de charité intellectuelle constituent un préventif et une atténuation des maux corporels ou matériels.

En second lieu, l'esprit d'organisation, le sens de la collectivité, la pratique de la coordination des efforts individuels, en vue d'un objectif commun à atteindre, sont fort peu développés chez nous.

De cette double lacune de notre tempérament et de notre éducation nationale, les amis du *Devoir* ne sont pas exempts. Les nombreuses contributions volontaires que nous recevons par la poste, ou qu'on vient spontanément porter à nos bureaux, les lettres motivées qu'on veut bien ajouter à ces souscriptions, démontrent que plusieurs de nos lecteurs réagissent contre l'apathie générale. Mais il en reste un grand nombre qui attendent que nous ou nos amis allions solliciter leur contribution.

C'est ici que le travail de coopération trouverait sa valeur. Ce que certains de nos groupes de propagandistes ont obtenu démontre ce qui pourrait se faire partout. Ce que tel ou tel de nos amis a réalisé par un travail méthodique laisse entrevoir d'étonnantes possibilités. Je pourrais citer les noms de deux modestes commis-voyageurs, l'un de Montréal, l'autre des environs de Québec, dont chacun a fait plus, à lui tout seul, que la plupart des groupes organisés dans les paroisses les plus opulentes de Montréal.

Fausses conceptions — Situation particulière du " Devoir "

L'obstacle le plus général à vaincre, c'est la fausse conception qu'on se fait des conditions d'existence d'un journal de doctrine, à notre époque et dans notre pays.

On s'est tellement habitué à voir les journaux se fonder et vivre par eux-mêmes, couvrir les villes et les campagnes d'agents salariés, qui sollicitent des abonnements à l'aide de primes de toutes sortes, qu'on ne comprend pas encore comment et pourquoi un journal qui se respecte et qui respecte ses lecteurs, qui veut conserver son indépendance et sa dignité, ne peut pas vivre dans les mêmes conditions, ni se répandre par les mêmes méthodes, ni entretenir sa popularité et sa caisse par les mêmes moyens. Il est pourtant clair comme le jour qu'il ne le peut pas, qu'il ne le doit pas; et cependant, il lui

faut adapter ses prix de vente et d'abonnement à la concurrence des journaux stipendiés par les partis politiques ou par les gros intérêts financiers et, pis encore, à la triomphante compétition des feuilles *jaunes,* alimentées par l'appétence morbide du crime et de la sensation, appétence qu'elles ont créée et qu'elles entretiennent assidûment.

L'expérience est faite dans le monde entier: aucun journal ne peut aujourd'hui vivre honorablement de ses seules ressources. La question qui se pose, et s'impose, est donc tout simplement celle-ci: les catholiques, au Canada comme ailleurs, sont-ils prêts à faire pour les journaux catholiques, ce que les francs-maçons, les boursicotiers, les politiciens, les monteurs d'affaires, font pour leurs organes? Et chez nous se pose également cette autre question: les Canadiens-français sont-ils prêts à faire pour les organes de la défense nationale ce que leurs ennemis déclarés ou déguisés font pour les organes de la déchéance nationale, ou les politiciens pour les journaux qui subordonnent l'intérêt national aux exigences de parti?

En ce qui concerne le *Devoir,* ses amis ne se rendent évidemment pas un compte exact des difficultés particulières de sa situation, qui lui rendent la vie beaucoup plus difficile qu'à l'*Action Catholique,* par exemple. Aujourd'hui que les nuages et les malentendus sont dissipés, grâce à Dieu, nous pouvons en parler à l'aise, — d'autant plus à l'aise qu'au cours de cette tournée je n'ai manqué aucune occasion de placer l'*Action Catholique* et le *Droit* sur le même terrain que le *Devoir,* et de solliciter pour eux comme pour nous l'appui effectif de tous les Canadiens-français catholiques.

L'Action Catholique, c'est entendu, n'est pas l'organe de l'archevêché de Québec. Mais enfin, fondée sous le haut patronage de l'éminentissime archevêque et de ses suffragants, elle a bénéficié et profite encore d'un concours direct du clergé qui fait totalement défaut au *Devoir,* et d'un appui indirect que le *Devoir* n'a pas encore reçu, en dépit des sympathies abondantes et chaleureuses qu'il rencontre généralement dans les rangs du clergé.

A l'*Action Catholique,* plusieurs des fonctions les plus importantes sont confiées à des prêtres, dont la modeste rétribution obère fort légèrement le budget du journal. Au *Devoir,* ces fonctions sont remplies par des laïques, presque tous chargés de famille, dont les traitements s'ajoutent aux autres frais, nécessairement plus élevés à Montréal qu'à Québec.

A l'extérieur, pour les besoins de la propagande et de la diffusion, le grand journal de Québec reçoit également du clergé des concours gratuits qui nous manquent.

Sur les motifs qui ont fait préférer, à Montréal, la fondation d'un journal entièrement laïque par son personnel, je me suis suffisamment expliqué au dixième anniversaire du *Devoir*. A la même occasion, M. l'abbé Perrier a exposé les avantages de ce mode de journalisme catholique, qui a généralement prévalu. Inutile d'y revenir. [1]

A mon humble avis, les trois journaux — *Action Catholique, Droit, Devoir,* — ont leur raison d'être; ils répondent, chacun dans sa sphère et avec son caractère particulier, aux besoins de la défense religieuse, sociale et nationale. Il est donc nécessaire de pourvoir à leur subsistance, en tenant compte de la situation et des besoins particuliers de chacun. La même conclusion s'impose à l'égard des journaux hebdomadaires qui s'inspirent des mêmes principes et s'imposent les mêmes contraintes.

Pour son compte, le *Devoir* se trouve en face d'un dilemme assez singulier dont j'ai senti, à maintes reprises, les deux cornes pointer à travers de multiples et très sincères protestations de sympathie. "Le *Devoir* est un journal clérical", affirment un bon nombre de nos amis laïques, "le clergé devrait l'aider davantage." — "Le *Devoir* est un journal laïque", disent plusieurs prêtres de nos amis; "c'est aux laïques à le soutenir."

En poussant l'analyse un peu plus avant, j'ai constaté, sans une extrême surprise, d'ailleurs, que si le *Devoir* compte plus d'amis que je ne pensais, il s'en trouve relativement peu qui en comprennent toute la raison d'être. L'ensemble de ses amis aiment l'ensemble de ses idées, sa direction et sa tenue générale. Mais dans aucune catégorie particulière d'amis — prêtres, hommes d'oeuvres, éducateurs, professionnels, hommes d'affaires, ouvriers, — je n'en ai guère rencontré qui s'étaient arrêtés à cette réflexion: Que vaut un journal comme le *Devoir* à la classe dont je fais partie, à l'oeuvre qui m'est particulièrement chère, aux fonctions que j'exerce, aux activités que je poursuis? Et donc, en plus des raisons générales que je puis avoir, comme catholique et canadien-français, de l'encourager, ai-je un devoir et un intérêt particulier à le soutenir et à le propager?

Mais avant de répondre à cette double question, il est un point initial qu'il est, paraît-il, nécessaire d'élucider.

[1] Ces discours sont reproduits dans le compte rendu du *Dixième anniversaire du Devoir* (prix 35 sous). Ils ont aussi été publiés séparément (prix 15 sous et 10 sous.)

Qu'est-ce qu'un journal catholique et national?

Un journal catholique et national est un journal entièrement dévoué à l'Eglise et à la patrie; c'est-à-dire à l'ordre social établi ou voulu par Dieu pour conduire l'homme à ses fins, naturelles en ce monde, surnaturelles en l'autre. J'ajoute, pour les journaux canadiens-français, "dévoué à la race", puisque la race canadienne-française, presque entièrement catholique, constitue par son organisation sociale un élément précieux de l'ordre ecclésiastique et un élément essentiel et fondamental de la patrie canadienne.

La plupart des journaux de langue française, au Canada, sont des organes de parti ou des entreprises commerciales. Possédés et rédigés par des catholiques de diverses nuances, ils publient pêle-mêle les comptes rendus de sermons et les réclames de théâtre obscène, les consultations théologiques et les récits de vol ou de viol. Sans jamais attaquer de front la foi et la morale, ils en sapent constamment les assises; mais, comme ils prodiguent les compliments aux sommités ecclésiastiques, beaucoup de gens les tiennent pour orthodoxes et respectables. En politique, ils servent aveuglement le parti, fût-ce aux dépens de la race ou de la patrie; mais entre deux campagnes d'abdication nationale, ils donnent volontiers dans le dithyrambe patriotique. Ces occasionnelles professions de foi religieuse et nationale sont apparemment sincères; et cette incohérence n'a rien qui doive surprendre: elle tient à la nature même de ce genre de journalisme. Dans ces boutiques, la religion, la morale, le patriotisme sont forcément subordonnés aux exigences du parti qui commande la rédaction ou aux intérêts financiers qui commanditent l'entreprise.

Or, jusqu'en ces dernières années, — et même aujourd'hui, dans une mesure trop grande encore — les journaux de ce type ont nourri les cerveaux de l'immense majorité du peuple canadien-français. Est-il sage, est-il prudent, est-il juste de leur abandonner la direction des idées et des opinions de la foule? L'expérience n'a-t-elle pas démontré qu'en toute occurrence où les intérêts des partis, ou ceux des hommes d'affaires, sont venus en conflit avec les droits de l'Eglise ou les intérêts supérieurs de la race et de la nation, tous ces journaux — les uns plus, les autres moins — se sont faits, tantôt par leurs plaidoyers, tantôt par leur silence, les apologistes ou les complices de l'iniquité, de l'erreur, de la trahison, de l'abdication morale? N'ont-ils pas contribué tous, quoique à des degrés variables, à l'obscurcissement des intelligences, à l'oblitération des principes sociaux, à l'atrophie des consciences, à l'émoussement des énergies, à la dégradation des moeurs publiques et privées?

Et donc, n'est-il pas urgent, n'est-il pas nécessaire de fonder, de soutenir et de répandre des journaux exclusivement voués à la défense des droits de l'Eglise, des traditions familiales, des oeuvres sociales catholiques, du patrimoine religieux, intellectuel et économique de la race? des journaux qui pourront se tromper sans doute, qui se tromperont assurément, mais qu'il est toujours possible de remettre dans la voie droite, parce qu'ils obéissent primordialement et toujours à une autorité qui ne faillit pas? des journaux qui pourront, qui devront s'occuper de toutes questions politiques, sociales, littéraires, etc., mais s'en occuper toujours en vue des intérêts supérieurs de l'Eglise, de la famille, de la race, de la patrie? des journaux qui ne seront la chose d'aucun parti, d'aucune coterie, d'aucune coalition d'intérêts, mais qui apprécieront les partis, les hommes, les événements, à l'unique lumière des principes qui les guident, dans l'unique but de servir Dieu, la race et la patrie?

Telle est la situation de l'*Action Catholique,* du *Droit,* du *Devoir;* telle est aussi la situation du *Progrès du Saguenay,* de la *Vérité,* du *Bien Public,* de la *Liberté* (de Winnipeg), du *Patriote de l'Ouest* et de quelques autres hebdomadaires inspirés des mêmes principes et publiés dans les mêmes conditions.

La seule existence de ces journaux et leur influence grandisssante sur l'opinion ne contribuent-elles pas déjà à garder ou à ramener les autres journaux dans la voie droite? Les organes de la défense religieuse et nationale n'aident-ils pas les hommes publics qui veulent rester fidèles aux dictées de la conscience — et c'est encore le grand nombre — à s'appuyer sur une opinion plus saine pour résister aux assauts de l'ennemi, aux exigences injustes des partis ou aux passions égarées de la foule? En conséquence, ceux des journalistes et des politiciens de parti qui préfèrent encore le bien au mal, la vérité à l'erreur, ne devraient-ils pas favoriser, au lieu de les combattre, les journaux de principes qui les aident à conserver leur propre dignité et à mieux remplir leurs devoirs particuliers?

A toutes ces questions, la grande majorité des Canadiens-français catholiques, laissés à l'inspiration de leur coeur, de leur raison et de leur conscience, répondraient assurément oui. A plus forte raison, la presque totalité des lecteurs et des amis du *Devoir,* amenés depuis longtemps à faire ces salutaires réflexions. Il leur reste à en déduire l'inévitable et logique conclusion: ils doivent, de toutes leurs forces, aider au maintien et à la propagation des journaux voués à cette tâche salutaire mais ingrate, et notamment du *Devoir.*

Pourquoi, du *Devoir* en particulier? Parce qu'il vit dans des conditions particulièrement difficiles et parce qu'il opère dans le centre le plus important de la province et du pays,

dans cette grande ville, aujourd'hui cosmopolite, où tous les problèmes religieux, sociaux, intellectuels, économiques, se posent avec une effrayante rapidité et sous une forme intense. Si ces problèmes ne sont pas résolus, à Montréal, dans le sens des traditions catholiques et nationales, l'Eglise et la race connaîtront de mauvais jours. Et comment le seront-ils, si on laisse l'opinion des Canadiens-français catholiques de Montréal aller à la dérive, au gré des étroites passions alimentées par les journaux de parti? ou, pis encore, s'embourber dans le cloaque de la dégradation intellectuelle et morale, dans le bourbier des préoccupations mesquines et des jouissances bêtes ou immondes, alimenté par les journaux *jaunes,* par les journaux à tout faire, à tout dire, à tout publier, à tout annoncer?

Dans ce travail de défense religieuse et sociale, le rôle de la presse catholique, celui du *Devoir,* en particulier, est d'une importance capitale. Mais il est tellement complexe et si peu compris, même par une foule de bons esprits, qu'il paraît nécessaire de l'examiner à fond et d'en présenter les nombreux aspects aux hommes qui se dévouent aux causes de l'Eglise et de la société, chacun selon son tempérament, ses idées, ses préoccupations, et aussi selon son milieu social ou professionnel.

Nous allons donc étudier le rôle de la presse catholique et nationale au Canada: — 1o, en fonction des oeuvres diverses qui sollicitent l'effort et la coopération de tous les Canadiens français vraiment catholiques; — 2o, du point de vue particulier de chacune des catégories sociales dont se compose notre petite collectivité; — 3o, pour la conservation de la famille chrétienne, fondement de la société; — 4o, comme facteur d'un vrai patriotisme.

II

LA PRESSE ET LES ŒUVRES

Éveil du sens social — Action des journaux

L'un des aspects les plus consolants de la situation actuelle, au Canada français, c'est la rapide création d'oeuvres utiles et intéressantes, oeuvres de réfection morale et intellectuelle, oeuvres sociales et économiques: Association de la Jeunesse catholique, oeuvre des Retraites fermées, Association catholique des voyageurs de commerce, Syndicats catholiques et nationaux, ligues d'action française et de défense nationale, oeuvres universitaires, congrès de commissaires d'écoles, caisses populaires, sociétés coopératives de toutes sortes — sans parler des oeuvres de bienfaisance et d'éducation, déjà fortement implantées chez nous mais soutenues, la plupart, par les communautés religieuses.

Cette floraison magnifique annonce déjà de riches rendements. Elle démontre que les Canadiens répondent enfin à l'appel du devoir social. Ils ont fini par comprendre qu'il n'est pas juste de laisser au clergé et aux congrégations tout le fardeau des oeuvres sociales, qu'il n'est pas prudent d'abandonner aux politiciens la solution de tous les problèmes vitaux de la race et de la nation.

Ce n'est pas trop tôt. Que de temps perdu! Que de situations entamées! Que de positions à reprendre! Si l'on faisait le bilan des richesses morales et intellectuelles perdues, des forces sociales gaspillées, au cours des longues années où la stérile violence des luttes électorales venait seule, à l'occasion, secouer la torpeur de l'égoïsme individuel, on serait épouvanté du résultat. Mais oublions le passé, sauf pour ne pas le recommencer, et tournons-nous vers l'avenir.

Honneur aux hommes intelligents et dévoués, aux apôtres sociaux qui ont entrepris de nous sortir du bourbier de la petite politique et des mesquines préoccupations! Mais pour que ce mouvement soit fécond et durable, il est bon de rechercher les causes qui en ont permis la naissance, qui en assureront la permanence et le plein rendement.

Parmi ces causes, on n'a pas assez remarqué l'action de la presse catholique et nationale, de la presse de doctrine et d'idées; tout comme, parmi les origines du mal qu'on veut combattre, on n'a pas suffisamment signalé l'influence des journaux de parti et celle, plus délétère encore, de la presse *jaune*.

Toutes les oeuvres que j'ai mentionnées, sauf l'Association de la Jeunesse catholique, sont postérieures à la création des premiers organes de défense religieuse et nationale. Quelques-unes en sont nées. Toutes, sans exception, ont trouvé dans ces organes leurs principaux points d'appui. Ces journaux ont contribué plus que tout autre moyen de pénétration à créer la mentalité qui a permis à ces oeuvres de naître, de vivre et de croître. Ils font connaître leurs activités, ils démontrent et soulignent leur bienfaisance, ils cultivent les idées et les doctrines dont elles s'alimentent, ils suscitent et soutiennent les énergies dont elles vivent.

Quel succès aurait obtenu l'Association d'éducation d'Ontario et, généralement, la cause sacrée de l'éducation catholique et nationale, sans son vaillant et constant défenseur, le *Droit?* Où en seraient les syndicats catholiques, les caisses populaires et tant d'autres oeuvres, sans l'*Action Catholique,* le *Devoir,* le *Progrès du Saguenay* et les rares hebdomadaires qui s'inspirent des mêmes idées directives?

Ces oeuvres, je le sais, ont fini par obtenir la publicité des autres journaux, forcés de suivre sur ce terrain les journaux de doctrine. Les organes de parti et les gazettes d'affaires ont fait aux oeuvres une part de leur publicité, le jour où ils ont vu dans l'importance grandissante de ces nouvelles activités un moyen d'accroître ou d'alimenter leur clientèle. Je laisse à la conscience réfléchie des hommes d'oeuvres le soin de décider dans quelle mesure ils sont justifiables de se prêter à ce calcul, d'apporter l'appoint de leur patronage à des publications dont l'esprit et les tendances générales faussent les consciences, obscurcissent les intelligences et corrompent les moeurs. Dénoncer et combattre le mal, puis lier partie avec ceux qui le propagent, ne paraît pas d'une saine logique, ni même d'une morale très sûre. Les hommes d'oeuvres peuvent aussi se demander ce qui leur resterait de publicité le jour où les journaux de doctrine, morts d'inanition, ne seraient plus là pour stimuler les bons offices des organes politiques et de la presse jaune.

Mais ce qui importe plus que la publicité, c'est l'esprit public, c'est le sens social, c'est la mentalité générale. A notre époque où la masse des gens de toute catégorie ne lisent à peu près que les journaux, c'est la presse qui forme ou déforme l'esprit public, le sens social, la mentalité générale. De là la nécesssité de fonder, de soutenir et de répandre des journaux qui créent et alimentent un sain esprit public, un sens social vraiment chrétien, une mentalité générale toute pénétrée de foi catholique et de patriotisme.

De l'exactitude de cette déduction, les hommes d'oeuvres semblent généralement convaincus, du moins si l'on en juge par tout ce qu'ils demandent et obtiennent de la presse catholique et nationale: articles de propagande, comptes rendus, publicité spéciale et généralement gratuite. Mais ce qu'ils paraissent ignorer, c'est que les journaux dont ils usent si largement coûtent horrriblement cher à ceux qui les publient et que les services qu'ils en reçoivent en accroissent sensiblement les charges. Ce qu'ils ne paraissent pas comprenore, c'est que l'oeuvre de la presse catholique, si hautement recommandée par les Papes depuis soixante-quinze ans, est la plus lourde et la plus difficile des oeuvres et que toutes les autres, qui en profitent, ont envers elle des obligations de solidarité chrétienne, de charité et même de justice.

La « locomotive » — Qui paie le charbon?

C'est Charles Maurras, je crois, qui a défini la presse "la locomotive des oeuvres". Cette comparaison est assez exacte. La plupart de nos hommes d'oeuvres trouvent très commode de s'installer dans le train, de remplir les fourgons de leurs colis, de se faire transporter à destination et même d'aller et venir... sans bourse délier. Ils ont l'air de croire que le mécanicien et le chauffeur, en plus de leurs sueurs, de leur dur labeur, des intempéries qu'ils endurent, des dangers qu'ils affrontent, doivent aussi fournir à leurs frais le charbon qui chauffe et actionne la machine.

Les fondateurs et directeurs de journaux pourraient en dire long, sur ce chapitre. Les hommes dévoués qui soutiennent le *Droit* ont recueilli d'incroyables rebuffades d'institutions pourtant intéressées au triomphe des causes que soutient à l'avant-garde le vaillant journal d'Ottawa. Nous avons nous-mêmes fait de multiples expériences symptômatiques. S'il me fallait dresser la liste des institutions, des associations, des oeuvres de toute sorte qui ont recours à la publicité gratuite, aux articles bienveillants, aux réclames directes ou indirectes, aux services personnels ou professionnels des rédacteurs pour se faire connaître du public, pour s'attirer des aumônes, des concours et des sympathies, on serait étonné de la longueur de la liste et plus encore de ce que ces services, non compensés, représentent de charges pour le journal.

On peut évaluer à vingt-cinq mille piastres, au bas mot, les sommes *déboursées* par le *Devoir*, depuis sa fondation, pour venir en aide à diverses oeuvres sociales, intellectuelles, bienfaisantes ou économiques, dont aucune ne lui a rendu l'équivalent des services qu'elle en a reçus.

Ces contributions, qu'on ne l'oublie pas, ne sont pas prélevées sur les gains d'une entreprise lucrative. Elles aident au contraire à creuser un déficit comblé, chaque année, par une demi-douzaine de personnes, elles-mêmes chargées de famille et chargées d'oeuvres. Et ce déficit se produit, parce que ces journaux se maintiennent dans des conditions d'indépendance et de dignité morale qui leur permettent d'apporter un utile appui aux autres activités catholiques et nationales.

Mais, objectera-t-on, la plupart de ces oeuvres vivent elles-mêmes de contributions volontaires; aucune n'est lucrative; comment pourraient-elles contribuer au soutien matériel des journaux catholiques et nationaux? Je ne prétends pas que les oeuvres, comme oeuvres, doivent verser à la caisse des journaux. Il n'y a qu'aux journaux qu'on trouve tout naturel de faire donner ce qu'ils n'ont pas. Mais il y a de multiples manières d'aider la presse catholique. Dans le cas des oeuvres de bienfaisance, quelques-uns de leur patrons, souvent fort riches, pourraient peut-être s'aviser d'aider personnellement au soutien des journaux dont ils se servent si copieusement pour attirer des sympathies et des secours à leur oeuvre de prédilection. Quant aux oeuvres de propagande intellectuelle ou sociale et aux associations professionnelles, elles pourraient faire beaucoup pour attirer des lecteurs aux journaux qui les aident, pour recueillir des souscriptions en leur faveur, organiser des conférences, etc. A qui veut pratiquer le devoir de solidarité et de charité sociale, les ressources ne manquent pas. Combien y ont songé jusqu'ici? *L'Association Catholique des Voyageurs de Commerce,* la plus récente de ces oeuvres et celle peut-être qui a le moins besoin des journaux, a été la première à tenter quelque chose de tangible en faveur de la presse catholique et nationale. Cet exemple, espérons-le, en suscitera d'autres. Puisse-t-il en résulter un concours permanent de toutes les oeuvres catholiques et nationales en faveur de la presse catholique et nationale! Ce concours est aussi nécessaire aux oeuvres qu'aux journaux; elles doivent travailler sans cesse à répandre les publications dont l'influence et l'action éducatrice soutiennent leurs activités particulières. Ceci est vrai de chaque oeuvre; c'est encore plus vrai de l'*ensemble* des oeuvres.

A quoi tendent, en somme, toutes ces activités diverses? A améliorer la situation morale, intellectuelle et matérielle du peuple canadien-français; à mettre nos compatriotes en mesure de mieux élever leurs enfants, de s'entr'aider plus efficacement, de servir plus fidèlement l'Eglise et la patrie, et d'atteindre l'objectif suprême de toutes les actions individuelles et sociales, c'est-à-dire d'accomplir les fins que Dieu a données à

l'homme et à la société. Pour parvenir à ce but, pour se maintenir à ce niveau, certaines conditions sont essentielles: faire connaître à tout le monde les oeuvres diverses qui sollicitent le concours de chacun, selon ses aptitudes, son tempérament, sa situation; établir entre ces oeuvres un lien de solidarité qui fortifie leur action et les préserve de l'étroitesse de vues, de l'égoïsme collectif qui est la pierre d'achoppement de beaucoup d'oeuvres excellentes en soi; enfin, les maintenir toutes dans l'ambiance générale du milieu et de l'époque où elles opèrent, afin de les préserver du danger de vivre dans l'irréalité ou l'isolement, d'où résultent la dessication intérieure et la stérilité.

Or, ces conditions essentielles, les oeuvres catholiques et nationales les trouvent dans la presse catholique et nationale. J'ose dire qu'elles ne les trouvent que là.

Il y a quelques semaines, le président de l'Association de la Jeunesse Catholique, M. Guy Vanier, de passage à Winnipeg, faisait une observation que la *Liberté* a soulignée, que le *Devoir* a commentée [1]. Beaucoup de jeunes gens, disait-il, voudraient se dévouer, mais ils restent inactifs, parce qu'ils ne savent où porter leur effort; et ils ne savent où aller, parce qu'ils "*ne savent pas regarder*". C'est très juste. Mais, pour plusieurs, n'est-ce pas que l'oeuvre qui répondrait à leur vocation sociale n'est pas à la portée de leurs regards? S'ils ne savent pas *regarder*, n'est-ce pas qu'ils ne peuvent *voir?*

Un religieux expérimenté parlait un jour d'un modeste opuscule, sorti des presses du *Devoir*, et dont l'unique mérite est de faire connaître les oeuvres de missions entreprises et soutenues par les communautés canadiennes-françaises. "Cet ouvrage, disait-il, est très favorable au recrutement des sujets, parce qu'il aide à fixer les vocations particulières. Que de vocations manquées par défaut de connaissance de l'oeuvre qui commande le choix de l'appelé!"

C'est précisément le rôle de la presse catholique et nationale. En faisant connaître *toutes* les oeuvres d'inspiration catholique et de fondation nationale, elle fait surgir parmi les laïques les vocations sociales; elle aide à les orienter, puis à les fixer, condition nécessaire à leur efficacité. En faisant "regarder", elle fait agir.

Par la même diffusion générale et impartiale, elle tient toutes les oeuvres en contact et en relations mutuelles. Elle leur apprend à s'entr'aider; elle les empêche de se nuire. Elle préserve chaque oeuvre particulière de la dangereuse tentation de se croire la seule efficace, la seule qui mérite d'être encouragée, soutenue et propagée. Avec notre tempérament, nos habitudes

[1] *Devoir* du 25 septembre 1920; article de M. Omer Héroux.

nationales, notre esprit un peu exclusif, même dans le bien, cette seule action de la presse est d'une importance capitale.

Enfin, la presse catholique et nationale, la presse quotidienne surtout, est l'agent d'information qui apporte aux hommes d'oeuvres les aperçus et les renseignements dont ils ont besoin, absolument besoin, pour mettre leurs activités en pleine valeur. C'est la cloche d'alarme qui les tient en éveil; c'est le phare qui jalonne la route et marque les écueils. Aux moralisateurs, elle désigne les plaies sociales les plus infectieuses et les plus répandues, celles qui appellent leur action curative et urgente: ce ne sont pas toujours les plus visibles. Aux intellectuels, elle signale les attaques les plus insidieuses contre l'intelligence de la race; elle les empêche de s'engoncer dans le dilettantisme égoïste ou une vaine complaisance en eux-mêmes, et de tourner en petites sociétés d'admiration mutuelle, piège ordinaire des savants et des lettrés, ou de ceux qui se croient tels. Aux économistes, aux ouvriers, aux hommes d'affaires, elle rappelle sans cesse que leurs activités doivent rester subordonnées aux intérêts supérieurs de la race, que l'homme ne vit pas seulement de pain et que, s'il est utile, nécessaire même, d'armer les Canadiens-français pour les luttes économiques, il ne faut pas sacrifier à cet objectif les exigences de leur foi, leurs traditions, leur culture supérieure.

Sur l'utilité de la presse comme moyen de diffusion des oeuvres, il n'y a pas lieu, je pense, d'insister. Tout le monde tombera d'accord. Mais développons les deux autres aspects: la presse, lien nécessaire des oeuvres; la presse, stimulant et régulateur des activités sociales. Pour en mieux faire saisir l'importance, empruntons quelques exemples à divers types d'oeuvres religieuses, intellectuelles, économiques.

Œuvres religieuses — Complément nécessaire

De toutes les oeuvres religieuses créées chez nous, en ces dernières années, il n'en est pas de plus belle, de plus utile, de plus féconde que les retraites fermées. Eminemment propres à soutenir la vraie piété, la piété de l'intelligence et du coeur, trop souvent faussée par les dévotionnettes, les retraites fermées aident également à la création d'un sens social vraiment chrétien, qui est le seul vrai sens social. Qui n'a lu — faut-il écrire: qui a lu? — les pages émouvantes que M. René Bazin a consacrées à cette belle oeuvre dans l'un de ses meilleurs ouvrages, *Le blé qui lève?* A travers le récit légèrement dramatisé d'une humble fin de vie d'ouvrier, l'éminent écrivain laisse entrevoir tout ce qu'une retraite fermée peut pour déterminer la conversion *sociale* d'un homme du peuple.

Ce qu'il me semble utile de signaler ici, c'est le précieux appoint que la presse catholique apporte à l'oeuvre des retraites, en prolongeant leur action sur les consciences et les volontés, dans la vie publique et sociale surtout. Cette coopération est peut-être plus nécessaire au Canada que partout ailleurs, parce que le danger qui menace ici l'ordre social est à la fois moins apparent et plus général qu'ailleurs; parce que le péril résulte moins de l'irréligion ou de faux principes, ouvertement préconisés, que d'un ensemble d'habitudes louches et lâches, d'un abaissement général des caractères — fruit de l'esprit de parti, de la torpeur intellectuelle, de l'amour des jouissances faciles—; et qu'en conséquence il est aussi urgent de combattre le mal dans le domaine des faits que d'en déloger les causes des esprits.

L'an dernier, le zélé directeur des retraites, à Montréal, rappelait aux lecteurs de la *Vie nouvelle* l'importance du "devoir électoral". Plus tard, il leur parlait du "devoir des charges publiques". Armé du témoignage d'évêques, de théologiens, de catholiques éminents, tous européens, il adjurait les catholiques du Canada de "s'emparer des postes où ils peuvent rendre service à leur nationalité et à leur religion." [1]

Le conseil est excellent, — à condition d'avoir des hommes compétents, dont l'accession à ces postes soit possible sans accroc à la morale catholique, à l'honneur national et à la dignité chrétienne; à condition aussi que la conscience publique soutienne les hommes qui se dévouent à ces fonctions sociales.

Or, il faut bien l'avouer, nous sommes encore loin de là. Le contact du protestantisme, le libéralisme vécu, l'esprit de parti, la pratique de la fausse conciliation et, plus que tout, la soif des honneurs et les mesquines préoccupations, ont fait de tels ravages dans les consciences, ils dominent tellement l'opinion, qu'il n'est guère possible, à l'heure actuelle, d'arriver aux fonctions publiques sans abdication morale, de s'y maintenir sans défaillance ni compromission.

L'oeuvre des retraites fermées, en redressant les consciences, en éveillant le sens du devoir social, tend puissamment à corriger ce mal effroyable et général. Laissée à elle-même, elle n'y peut suffire. D'abord, elle n'atteint pas les masses ni, par conséquent, l'opinion publique, nécessaire point d'appui, en pays affligé du régime électoral, des hommes qui veulent, *par devoir*, assumer les charges publiques. Et puis, même dans les élites qu'elle forme, l'action des retraites ou, plus généralement, l'action religieuse exige un complément. Elle rétablit dans les consciences qu'elle atteint la notion des principes sociaux; elle n'en fait pas, elle n'en peut faire l'application à toutes les situa-

[1] *Vie nouvelle*, octobre 1919, avril 1920.

tions concrètes qui se présentent.

De cette double et inévitable lacune, si elle n'était comblée par ailleurs, résulteraient d'étranges équivoques. J'en pourrais donner des preuves topiques et vécues, malheureusement trop propres à démontrer l'insuffisance des oeuvres et des associations religieuses pour refaire la conscience publique. C'est précisément la tâche des journaux de principes, d'idées et d'action. C'est à eux, presque à eux seuls, qu'il appartient de signaler au jour le jour les défaillances des hommes publics, les fautes qui appellent la répression d'une saine opinion publique, les attaques qui menacent la foi, les moeurs, l'ordre social.

Ce n'est pas, qu'on en soit certain, une besogne agréable. Mais il faut tout de même qu'elle se fasse; et seule la presse indépendante, la presse catholique peut la faire efficacement. Les journaux de parti dénoncent volontiers le mal commis par les hommes du parti adverse; mais comme ils excusent, absolvent ou pallient les fautes de leurs patrons, la conscience publique n'y gagne rien; au contraire, déroutée par ces attaques et ces justifications contradictoires, elle s'atrophie et finit par perdre toute notion distinctive du bien et du mal.

D'autre part, si les hommes d'oeuvres religieuses se bornent à agir sur le for intérieur, s'ils ne comprennent pas l'importance de prolonger leur action, admirable en soi, par l'éducation *pratique* de la conscience sociale, — éducation qui ne peut guère se faire que par la presse — on aboutira tôt ou tard à un résultat pire encore que l'indifférence religieuse ou la fausse conscience des partis, à l'hypocrisie religieuse appliquée à la vie publique. Ce fut, même avant le déicide, le crime des pharisiens et la perte de la nation juive. Notre Seigneur a demandé pardon pour ses bourreaux: *"ils ne savent ce qu'ils font;"* mais il a maudit les scribes, les princes des prêtres et les hommes d'*affaires* qui opéraient dans le temple.

Croit-on que chez les Juifs plus que chez nous ce crime d'hypocrisie était toujours conscient et volontaire? Pour un grand nombre, n'était-ce pas la résultante de l'oblitération du sens religieux dans les intelligences, l'étouffement de "l'esprit qui vivifie" par "la lettre qui tue"? Saint Paul converti a témoigné lui-même de sa bonne foi de pharisien.

Si nous devions laisser notre peuple s'acheminer plus avant dans la route de la dépravation des moeurs publiques, se familiariser davantage avec toutes les pratiques de l'opportunisme politique, s'adonner de plus en plus au culte du succès, de la fortune et des jouissances matérielles, s'habituer à croire qu'il y a deux lois, deux morales, deux consciences, deux codes d'honneur, l'un pour la vie privée, l'autre pour la vie professionnelle et publique, n'aboutirait-il pas à la fausse religion

dont le Christ a pu dire, en s'appropriant les paroles d'Isaïe: "Ce peuple m'honore du bout des lèvres, mais son coeur est loin de moi"?

Si on laisse se généraliser la notion qu'avoir une politique catholique et nationale, cela consiste à élire aux fonctions publiques, par n'importe quel moyen, des Canadiens-français catholiques et même dévots, qui diront ou feront, ou qui laisseront dire et faire n'importe quoi, quitte à prononcer, à l'occasion, quelque sonore profession de foi, à suivre les processions, à s'inscrire dans les associations pieuses, n'est-ce pas le moyen le plus sûr de développer l'hypocrisie religieuse, calculée et volontaire chez quelques uns, inconsciente et habituelle pour le plus grand nombre?

Voilà, je le crains, où aboutirait la remarquable et consolante recrudescence d'oeuvres et de pratiques religieuses qui se manifeste chez nous depuis quelques années, si elle ne se complétait par une vigoureuse campagne d'éducation populaire. Et cette éducation, comme toute autre, ne doit pas se borner à poser des principes généraux, à édicter des préceptes: elle doit porter sur les faits concrets, sur les manifestations journalières de la vie sociale et politique. C'est pourquoi, je le répète, l'action de la presse s'impose.

Mais cette éducation complémentaire et généralisatrice par la presse ne sera elle-même pleinement efficace que le jour où les hommes voués aux oeuvres de réfection religieuse et sociale auront appris à faire une distinction nette entre les journaux exclusivement dévoués à la défense des droits de l'Eglise, de la race et de la nation, et les organes de parti ou les gazettes d'*affaires*, pour qui la religion, le patriotisme et les oeuvres sociales sont de simples matières à articles, à nouvelles et à images, tout comme la politique, les crimes, le cinéma, le tarif, le prix des chaussures, la combine du sucre et le trust de l'acier.

Ces réflexions, plusieurs apôtres sociaux, la plupart peut-être, les ont déjà faites. Il leur reste à y donner suite en se rendant aux désirs si clairement manifestés des Papes, en aidant de toutes leurs forces au soutien et à la diffusion de la presse catholique et nationale, complément nécessaire de leurs oeuvres particulières.

Le « Devoir » et le renouveau intellectuel

L'influence de la presse catholique et nationale n'est pas moins nécessaire aux activités intellectuelles qu'aux oeuvres religieuses.

Personne n'est plus persuadé que moi de l'insuffisance du journal comme instrument de culture intellectuelle. Faits au

jour le jour, dans des conditions qui obligent les rédacteurs à disperser leur attention sur une foule de sujets disparates, sans leur laisser le temps d'y réfléchir, à peine celui de choisir leurs mots, les journaux tendent fatalement à ravaler le niveau de la pensée humaine et même à empêcher le monde de penser.

"Je connais la presse," écrivait le maître du journalisme contemporain, Louis Veuillot, après vingt années d'exercice de son dur métier. "S'il s'agissait d'en faire présent au monde, "j'hésiterais sans doute, et vraisemblablement je m'abstien-"drais. Mais il ne s'agit plus d'installer au milieu de la civili-"sation cet engin périlleux et peut-être destructeur. Il s'agit de "vivre avec lui, d'en tirer le bien qu'il peut produire, de neu-"traliser, *d'atténuer au moins le mal qu'il peut faire.*" [1]

C'est à cette dernière considération que je prie les lecteurs et les amis du *Devoir* de s'arrêter. C'est la principale, presque l'unique raison d'être de notre oeuvre et, généralement, de la presse catholique et nationale. *Atténuer le mal,* le mal commis par la presse à gages, dans l'ordre intellectuel, aussi bien que dans l'ordre religieux, social ou politique, c'est là tout ce nous pouvons faire; mais c'est déjà beaucoup, et nous ne pouvons y parvenir que dans la mesure où nos efforts sont secondés par tous ceux qui se préoccupent du perfectionnement de la race, dans le sens de la vérité catholique et des traditions nationales.

Dans l'ordre purement intellectuel, il me semble que le *Devoir* n'a pas failli à sa tâche.

Par sa rédaction il tend à inspirer à ses lecteurs un idéal élevé et d'intelligentes préoccupations; il les oriente vers les sources de la vraie et solide culture; ses rédacteurs font de leur mieux pour donner à leur pensée une forme convenable. En résumé, le *Devoir* se croit tenu de respecter l'intelligence de ses lecteurs et la noblesse de la culture française.

Dans le service des nouvelles, il se heurte à l'obstacle commun à tous les quotidiens de langue française au Canada: l'obligation de traduire hâtivement d'indigestes et copieuses dépêches télégraphiques, toutes transmises en anglais. La forme en souffre, mais du moins ses rédacteurs et ses traducteurs de faits divers font de constants efforts pour réagir contre l'immoralité du *nouvellisme* contemporain, en rejetant à l'égout les ignobles racontars dont la presse *jaune* repaît son troupeau de lecteurs. Ils tâchent également de corriger l'incohérence du système en mettant en relief les événements de quelque importance, propres à éveiller d'utiles réflexions.

Enfin, dans ses reproductions, ses chroniques littéraires, ses critiques de livres et d'oeuvres musicales, ses pages pour

[1] *Les odeurs de Paris* (12e édition, p. 30).

les femmes et les enfants, il ne perd pas de vue sa mission principale, qui est de faire aimer le beau, le bon, le vrai. Il n'oublie pas que deux dangers menacent la vie intellectuelle du Canada et, par répercussion, sa vie morale et sa vie nationale: l'utilitarisme anglo-saxon, qui l'étoufferait, et le dilettantisme français, qui l'anémierait.

Pardessus tout, le *Devoir* se préoccupe de ramener sans cesse ses lecteurs à cette idée fondamentale que toute préoccupation littéraire ou artistique, toute activité de l'esprit doit tendre à servir Dieu et, par conséquent, rester subordonnée à la pensée religieuse tout en lui faisant appui.

En publiant la première série de ses *Mélanges,* Louis Veuillot écrivait ceci: "Si je n'avais pas un journal où la pensée "catholique peut se proclamer à l'aise, sans qu'aucune pensée "rivale, ni aucune considération humaine en ose supprimer "l'expression, je ne voudrais pas, je ne saurais pas écrire. S'il "ne m'était pas permis de défendre la cause catholique, je "rougirais presque de défendre une autre cause. *Politique, "philosophie, littérature, qu'est-ce que tout cela, séparé de l'Egli- "se?* Qu'est-ce que tout cela devant Dieu et même devant les "hommes?"

A mon humble avis, tel doit être le programme intellectuel de la presse catholique, au Canada comme ailleurs.

Pour rester fidèle à cet idéal et ne pas trahir sa mission, le journal catholique, ou le journal simplement soucieux de sa dignité morale, doit renoncer à la grosse et facile popularité, tout acquise aux feuilles qui flattent les passions vulgaires, corrompent l'imagination et abêtissent l'intelligence. Raison de plus pour que les journaux de doctrine et d'idées reçoivent l'appui actif, le concours de propagande de tous les Canadiens qui se préoccupent d'accroître et de fortifier le patrimoine intellectuel de la race, de la soustraire au culte de la vulgarité bête et de la platitude malpropre.

Au début de ce chapitre sur la presse et les oeuvres, j'ai noté la recrudescence des activités intellectuelles, depuis dix ans surtout. Personne ne contestera, je pense, l'appoint de la presse catholique, celui du *Devoir* en particulier, à ce renouveau. Mais les lettrés, les savants ou les artistes qui activent ce mouvement, et qui en profitent, s'arrêtent-ils à se demander ce qu'ils doivent aux journaux qui font une si large part à leurs travaux, qui soutiennent et font connaître leurs oeuvres, leurs publications, leurs activités? Songent-ils à ce qu'il adviendrait de leurs entreprises, de leurs revues, de leur enseignement, si toute la population de langue française, au Canada, était livrée à l'influence culturale des feuilles qui alimentent les intelligences avec les comptes rendus dramatisés et copieusement

illustrés des cours d'assises, de la morgue, du cinéma et de l'égout, ou à l'emprise intellectuelle des journaux de parti, dont toute la raison d'être est de *rougir* ou de *bleuir* les cerveaux?

Anglo-Saxonisme — Dilettantisme français

Le danger dominant qui menace la culture française en Amérique, le péril qui demeure et croît chaque jour, c'est l'anglo-saxonisme. Nos intellectuels se croient et nous croient suffisamment préservés par le haut enseignement, par quelques publications spéciales et peut-être aussi par une confiance illimitée dans leur propres forces. C'est une erreur dangereuse. S'ils laissent angliciser et *matérialiser* l'enseignement primaire, qui façonne les cerveaux de la jeunesse, s'ils laissent abrutir par les *petites vues* et les grosses gazettes les cerveaux de tous les âges, ils s'apercevront avant longtemps que la culture des sommets restera stérile. C'est cette menace que le *Devoir* ne cesse de signaler. Combien lui tiennent compte de ses efforts parmi ceux qui en profitent davantage? Combien le soutiennent dans cette lutte vitale parmi ceux qui ont ou s'attribuent la mission de préserver les traditions intellectuelles de la race?

L'autre danger, celui du dilettantisme français, paraît moindre, parce qu'il n'atteint pas la masse. Nous sommes assurément plus menacés d'atrophie que de surexcitation intellectuelle. L'absence d'idées est plus à redouter pour nous que la surabondance. Mais précisément parce que le nombre des intellectuels est fort limité et leur action peu marquée, il importe que cette action s'exerce dans un sens propre à fortifier l'intelligence de la race et à lui faire produire de bons fruits, des fruits sains et nourrissants, plutôt qu'une abondante récolte de produits fades ou délétères.

Le dilettantisme intellectuel, la pléthore d'idées incohérentes, la surproduction d'oeuvres littéraires et scientifiques, vides de toute préoccupation morale, affranchies de tout principe directeur, tout cela a fait un mal énorme en France. Après la stérilité volontaire des foyers, c'est le plus sûr indice de décadence morale. Là-dessus les Français les plus clairvoyants et vraiment patriotes sont d'accord. De cette double pestilence, souhaitons que la France se délivre. Mais, pour l'amour de Dieu, de nous mêmes et de nos enfants, n'allons pas nous infecter du même virus, en y ajoutant la plaie du servilisme intellectuel, qui porte déjà trop de Canadiens à admirer béatement et à copier platement tout ce qui se dit et s'imprime en France.

Que nous devions, comme tous les peuples de langue française, recourir au riche trésor de la culture française afin d'alimenter nos intelligences, personne ne le conteste. Mais ce qui importe davantage, c'est de *nationaliser* ces emprunts et surtout de les christianiser.

De ce travail de culture sélective, le *Devoir* a fait sa large part. Chaque semaine, il signale à ses lecteurs quelque mouvement ou d'intéressantes productions de la pensée française. Combien de journaux, même de ceux qui affichent bruyamment leur culte pour la France (quand la politique anglaise l'exige ou le permet), ont fait autant que lui à cet égard?

Mais si nous voulons aider nos compatriotes à enrichir leur patrimoine intellectuel, nous refusons absolument d'amoindrir leur patrimoine moral. Nous trouvons criminel, antisocial, antinational, d'importer sans distinction tous les produits de la pensée française et d'offrir aux cerveaux de notre pays, avec un égal insouci, les aliments sains et le poison. Dût notre culture littéraire en être retardée et limitée, nous estimons qu'il y a un avantage plus précieux pour un peuple que l'hyperculture intellectuelle: c'est la foi, sauvegarde des moeurs, des traditions, du vrai patriotisme et aussi de la réelle supériorité d'esprit.

Qu'on ne s'y trompe pas, du reste; ce n'est pas en se saturant de littérature française que notre peuple se sauvera de l'anglicisation. C'est en développant son propre fond, en cultivant ses propres ressources; ce qui n'exclut pas, loin de là, l'étude rationnelle des littératures et des civilisations étrangères. Gardons-nous également de la suffisance et du servilisme.

Pour combattre ces deux tendances, si marquées chez nous en dépit de leur apparente opposition, il faut travailler énergiquement à rétablir et à développer dans l'âme canadienne les vertus contraires: l'humilité, qui n'est pas la bassesse, et la fierté, qui n'est ni l'orgueil ni la vanité. C'est à cette réforme nécessaire et urgente que la presse catholique et nationale, et généralement les oeuvres intellectuelles de chez nous, doivent viser sans cesse.

On ne réfléchit pas assez à l'importance des vertus chrétiennes, au seul point de vue de la supériorité intellectuelle. Dans un ouvrage intéressant, en dépit de certaines incohérences, M. de la Lamarzelle a fort bien démontré que la prétendue civilisation latine est en réalité la civilisation chrétienne; et que, pour atteindre à leur haut degré de culture, les nations dites latines ont dû s'affranchir de la plupart des traditions romaines. [1]

[1] *L'anarchie dans le monde moderne* (troisième partie) — Paris, Gabriel Beauchesne, 1919.

Cette noble et quasi surnaturelle origine de notre civilisation, ne l'oublions jamais, restons-lui fidèles à tout risque et à tout prix. Voilà ce qu'il faut répéter sans relâche aux Canadiens-français, plongés dans l'ambiance matérialisante qui les entoure, dans cette dure et grossière civilisation anglo-américaine, tout imprégnée de l'amour païen des richesses. Même aux hommes d'esprit, chrétiens et patriotes, il faut parfois rappeler — tant est bouleversée, de nos jours, la hiérarchie des devoirs — que la religion précède le patriotisme, que la préservation de la foi et des moeurs importe plus que la conservation de la langue, que le maintien des traditions nationales, des vertus familiales surtout, prime les exigences du haut enseignement ou la production des oeuvres littéraires.

M. Laurier me disait, un jour, que les Canadiens-français se battraient plus volontiers pour leur langue que pour leur foi. Si c'était vrai, ce serait une déchéance intellectuelle et un très grand malheur national: notre peuple ne tarderait pas à perdre et sa langue et sa foi. On ne saurait trop répéter que la lutte pour la langue et la culture française, légitime en soi, n'est qu'accessoire et subordonnée à la lutte pour la foi et le droit paternel. On ne saurait trop redire que la langue française et les traditions canadiennes-françaises doivent être conservées surtout parce qu'elles constituent de précieux éléments de l'ordre social catholique. Certains défenseurs très ardents de la langue semblent l'oublier; ou, du moins, leurs activités un peu étroites tendent à obscurcir ces notions dans l'esprit du peuple. C'est le rôle de la presse catholique et nationale de rétablir sans cesse ce nécessaire équilibre des obligations sociales, et de ramener à leur juste place les oeuvres de l'esprit.

A ce seul point de vue, les hommes de culture vraiment supérieure, ceux qui, au fond de leur conscience, ne séparent pas les fonctions de l'intelligence des suprêmes intérêts de l'âme, devraient apporter à la presse catholique et nationale un appui plus actif et plus efficace que celui qu'ils lui ont accordé jusqu'ici.

Le « Devoir » et les questions « pratiques »

On a parfois reproché aux journaux de doctrine, et tout spécialement au *Devoir*, de planer dans les nuages, de négliger les "questions *d'affaires*", de n'être pas *pratiques*, en un mot.

Entendons-nous. Si l'on veut dire par là qu'à nos yeux les intérêts de l'Eglise et de la race priment ceux de la banque et du commerce, que la protection de l'âme et de l'intelligence des enfants importe plus que la protection des capitaux placés dans l'industrie, que la situation morale, intellectuelle et physique des masses populaires appelle l'attention des pouvoirs

publics à un plus haut degré que la situation financière des raffineurs de sucre et des exploiteurs de tramways ou d'autres choses, l'accusation est juste, nous plaidons entière culpabilité. A notre avis, l'âme est supérieure à l'intelligence, et l'esprit l'emporte ou du moins devrait l'emporter sur le ventre et sur la bourse.

Nous trouvons juste, nécessaire et même très pratique de répéter ces élémentaires vérités souvent, de diverses manières, afin de réagir contre la tendance générale de l'époque et du continent, qui est de faire passer la matière en premier lieu, l'esprit ensuite, et l'âme en queue de train, quand on y pense et qu'on y croit.

Mais si l'on prétend dire que nous négligeons les problèmes économiques et les intérêts matériels de la race, on se trompe étrangement: aucun journal au Canada n'y a porté plus d'attention que le *Devoir*, n'a consacré à ces questions plus d'études attentives et suivies, n'a conseillé ou appuyé plus de solutions vraiment pratiques. Qu'on se remémore ses analyses des budgets d'Etat, ses études sur l'immigration et la main-d'oeuvre étrangère, sur les banques et les chemins de fer, ses recherches des causes de la vie chère, sa claire vue des répercussions économiques de la guerre, ses avertissements, dès le branle-bas du début, sur l'urgence de parer au dépeuplement des campagnes et à la raréfaction des produits alimentaires, sa dénonciation constante des mensonges, des fausses prophéties ou des illusions de tant d'hommes *pratiques;* qu'on se rappelle ses fréquents conseils sur la nécessité d'économiser, pour les gouvernements et pour les individus, ses multiples encouragements à toutes les oeuvres propres à développer et à coordonner les forces économiques de la race; — et l'on conviendra sans peine que la lutte pour les principes et les idées ne nous fait pas oublier les faits concrets et matériels.

Si je crois devoir rappeler l'attitude du *Devoir* en ces matières, ce n'est pas avec le ridicule désir de donner à ses rédacteurs figures d'économistes et d'hommes d'affaires. S'ils ont vu parfois plus clair et parlé plus juste que les journalistes *pratiques*, c'est tout bonnement qu'aucun obstacle, aucun bandeau, ne les empêche de regarder; aucun bâillon ne leur scelle les lèvres, aucun mot d'ordre des chefs ou des patrons ne les oblige à se taire ou à mentir.

Ce qui fait la valeur particulière des journaux catholiques et nationaux, lorsqu'ils traitent des questions dites "pratiques", c'est qu'ils n'ont aucune affaire personnelle à soigner, aucun parti, aucun groupe particulier à servir. Ils n'envisagent ces questions qu'au point de vue de l'intérêt général, c'est-à-dire,

chez nous, des intérêts catholiques et canadiens-français, d'abord.

Constamment, nous avons combattu cette idée fausse, ignoble et démoralisante, que la religion et le patriotisme n'ont rien à voir aux affaires. Toujours nous soutiendrons que les règles de la justice et de la morale chrétienne doivent gouverner les opérations du commerce aussi rigoureusement que les autres actes humains; que les pratiques de la charité chrétienne doivent sanctifier, j'oserais dire faire pardonner la possession des richesses; que le droit de chaque individu de jouir honnêtement de gains honnêtement acquis ne supprime pas ses obligations sociales, ni, par conséquent, le devoir de tout Canadien-français catholique de faire profiter ses compatriotes du fruit de son travail ou de ses épargnes.

Ces divers aspects de la question "affaires", nous les retrouverons en étudiant les devoirs des hommes d'affaires à l'égard de la presse catholique. Pour l'instant, bornons-nous à signaler l'appui que le *Devoir* et les journaux du même caractère ont donné aux oeuvres propres à compléter et à fortifier l'armature économique de la race.

Avec la *Vérité* (de Québec) et l'*Action Sociale*, — qui avaient commencé cette campagne avant la naissance du *Devoir* — nous avons prodigué les encouragements de toutes sortes aux *Caisses populaires*, fondées par M. Alphonse Desjardins, ce bon et fidèle serviteur de la race et de l'Eglise, qui vient d'entrer dans le repos si bien gagné, après vingt années de dur mais fécond labeur social. En voilà un qui mérite la reconnaissance de ses compatriotes par des services autrement utiles et durables que ceux de la plupart de nos grands hommes d'avant-scène!

Nous avons également fait connaître les diverses associations, coopératives ou autres, qui tendent à grouper les épargnes populaires et les efforts individuels, afin d'améliorer les conditions matérielles des gens de condition modeste.

En tout ceci, nous avons songé au bien-être des individus et des familles; mais nous pensons *surtout* à l'accroissement des forces sociales de la collectivité, pour le bien de l'Eglise et de la nationalité.

Il existe une autre école qui veut, comme nous, l'affranchissement économique de la race. Mais elle le cherche dans l'adaptation des méthodes d'affaires de nos compatriotes à celles des Anglais ou des Américains, dans ce qu'elle appelle l'éducation *pratique*, c'est-à-dire l'anglicisation intellectuelle de nos enfants, enfin dans la chasse aux grosses fortunes. Cette école a toujours existé; elle est née le jour de la conquête anglaise. Mais ce qui la rend plus inquiétante, c'est qu'elle est

en train de faire des conquêtes dans les régions qui avaient, jusqu'ici, résisté à sa propagande et à ses sophismes: le haut enseignement et le petit monde des intellectuels, vrais ou prétendus.

Cette école nous la combattons, c'est le devoir de la presse catholique et nationale de la combattre à outrance, pour deux raisons primordiales: son triomphe aboutirait à la déchéance morale et intellectuelle des Canadiens-français; et loin de les *affranchir* de la tutelle économique, il en ferait, plus que jamais, les "porteurs d'eau et les scieurs de bois" de la majorité anglophone. Toute l'histoire démontre — et le simple bon sens l'enseigne — qu'un peuple autochtone, compact, distinct par sa foi, sa langue et ses moeurs, progresse et triomphe des rivalités étrangères dans la mesure où il demeure fidèle à lui-même, à tout ce qui constitue son caractère particulier. Dans l'ordre matériel comme pour la culture de l'esprit, ceci n'exclut pas une intelligente étude des autres peuples, ni même une adaptation *rationnelle* de celles de leurs méthodes qui sont conformes à son génie particulier et qui ajoutent à ses moyens d'action sans rien enlever à sa valeur foncière. Aller au-delà, c'est courir à l'asservissement puis à l'extinction.

Naturellement, la plupart des prôneurs de l'éducation *pratique* et de l'anglicisation effective protestent, avec sincérité peut-être, qu'ils n'entendent rien sacrifier du patrimoine national, qu'ils ne veulent qu'y ajouter. Mais les méthodes qu'ils préconisent, les résultats que ces méthodes ont déjà produits, ici et ailleurs, les objectifs qu'ils proposent au peuple, tout cela mène où ils affirment ne pas vouloir aller.

Inévitable banqueroute de l'anglomanie

Qu'il s'agisse d'éducation publique, de finance, de commerce, ou de toute autre matière, vouloir nous faire copier les Anglo-Saxons, c'est nous livrer à eux, soit comme rivaux, soit comme associés. Rivaux, ils nous écraseront; associés, ils nous avaleront.

Jamais on ne fera des Canadiens, fils de Français, petits-fils de Gallo-Latins, des hommes d'affaires à la façon anglaise, tout en les gardant français pour le reste. Si l'on anglicise une partie de leurs cerveaux, le reste se prendra. Ils perdront leurs qualités propres; ils n'acquerront qu'à moitié celles des Anglo-Saxons, ou plutôt ils n'en prendront que les défauts.

Si l'on réussit à leur inculquer le culte de la matière, du lucre et des jouissances matérielles,—qui ne les séduit déjà que trop, hélas! — ils ne seront pas, comme les Anglais l'ont été jusqu'ici, les maîtres de l'or, mais ses esclaves. A la fois

plus sensuels et plus intellectuels que les Anglo-Saxons, plus avides de jouissances variées, ils voudront gagner plus vite pour jouir plus tôt. Plutôt que de conquérir la grande fortune par un labeur opiniâtre, ils courront au gain facile, aux spécutations hasardeuses et se feront toujours *rouler*, à la longue, par les Anglo-Saxons. Pressés de jouir, ils s'arrêteront plus tôt de gagner et dépenseront plus vite. De plus en plus détachés des satisfactions intelligentes, incapables de se contenter du seul bonheur de brasser de grosses affaires, ils descendront rapidement la pente des plaisirs crapuleux. Ils y perdront leur foi, leurs moeurs, leur intelligence, leur santé, leur fortune.

Même s'ils parvenaient à s'adapter aux moeurs anglaises au point de maintenir l'équilibre entre les exigences des affaires et leurs appétences jouisseuses, et de mettre leurs vices à couvert d'une façade d'hypocrite respectabilité, ils n'en perdraient pas moins les vertus sociales propres aux peuples catholiques et incompatibles avec l'acquisition des grandes richesses. Je n'en nomme que deux: la probité foncière—celle qui ne compte pas seulement avec les lois et le crédit, mais avec la conscience — et la fécondité des foyers. Il devient de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, d'être riche, de le devenir surtout, par des méthodes irréprochables, et d'accroître ou même d'entretenir une fortune tout en élevant une nombreuse famille. Si l'école des gens *pratiques* veut que les Canadiens-français s'enrichissent, elle doit d'abord leur enseigner à n'avoir plus d'enfants, ou le moins possible.

Il y a "dans l'origine et le principe" des grandes fortunes, disait Bourdaloue, "des choses qui font trembler"; c'est plus vrai que jamais.

Ceci nous ramène à l'aspect social de la question, et aussi à l'aspect national.

Plus on y réfléchit moins on aperçoit ce que la race canadienne-française aurait à gagner à cette anglicisation de fait. Ce qu'elle y perdrait on ne le voit que trop. Tous les maux que je viens de signaler ne fondent-ils pas déjà sur nous? N'ont-ils pas commencé à exercer de profonds ravages? Et où sont les compensations? où est l'apport, même purement matériel, au patrimoine national?

Ils ne sont pas rares les jeunes Canadiens, "connaissant parfaitement les deux langues", — suivant la formule consacrée et menteuse ici comme ailleurs: personne ne connait *parfaitement* deux langues; sauf de rares exceptions, les gens qui parlent *également* deux langues les parlent également mal;—ils trouvent de faciles emplois dans les maisons d'affaires anglaises ou américaines. Ils ne manquent pas, non plus, les Cana-

diens-français riches, associés aux Anglo-Saxons dans les grandes affaires.

Que valent-ils, les uns et les autres, pour "l'affranchissement économique" de la race? Qu'apportent-ils au patrimoine national? Rien, ou plutôt ils aident à resserrer nos liens, ils contribuent à nous appauvrir collectivement.

Les uns et les autres ne servent qu'à engluer la clientèle canadienne-française au profit des maisons anglaises qui les emploient. Commis, associés ou co-administrateurs, ils ne sont là que pour apporter de l'eau au moulin et scier les plançons fournis par l'épargne canadienne-française. Tous "porteurs d'eau et scieurs de bois", depuis les honorables directeurs de grandes compagnies anglaises, les gros directeurs de gros trusts anglais, les minces directeurs de sociétés d'assurance anglaises, jusqu'aux petits buralistes et aux demoiselles de magasin, employés dans les maisons anglaises.

Qu'on se mette bien ceci en tête: les Anglo-Saxons, au Canada comme en Angleterre, aux Etats-Unis ou ailleurs, ne feront jamais à leurs esclaves blancs, jaunes, bruns ou noirs, à cheveux plats ou crêpus, munis d'anneaux dans le nez ou décorés de rosettes, sirés ou lordifiés, Canadiens ou Maoris, Punjabis ou Hottentots, Boers ou Malais, que la part strictement nécessaire pour fortifier la domination anglo-saxonne sur les races dont ces prétendus associés ne sont que les otages. Ceci est aussi vrai en affaires qu'en politique, — les deux domaines où l'Anglo-Saxon entend régner en maître dans le monde entier, à plus forte raison dans ses possessions propres.

L'éducation *pratique,* les méthodes anglaises, la chasse à l'argent sont pour nous autant de boulets au pied, autant d'anneaux aux narines.

Est-ce à dire qu'il faille délaisser les activités économiques, le commerce, l'industrie, les affaires en général? Loin de là; mais il faut s'y adonner à notre façon, avec nos ressources.

Les succès remportés dans ce domaine par plusieurs Canadiens-français, dans des conditions autrement difficiles que celles d'aujourd'hui, démontrent ce que l'énergie, le travail, la persévérance, l'économie, la prévoyance, unies à la probité et à l'intelligence, pourraient apporter aux hommes d'affaires de chez nous, qui voudraient réussir sans rien sacrifier des qualités morales et intellectuelles qui font la valeur foncière de la race. Notons bien que la plupart de nos compatriotes qui ont obtenu de réels et durables succès dans les affaires — pour ne pas dire tous—étaient des *Canayens* pur-sang, catholiques à l'ancienne façon; ils ignoraient l'anglais et les méthodes anglaises. Ils ont réussi en appliquant aux grandes affaires leurs qualités natives; et leurs établissements ont prospéré dans la mesure

où ils sont restés fidèles aux traditions des fondateurs. Que reste-t-il des fortunes canadiennes-françaises édifiées par les méthodes anglaises ou associées au capital anglais? Je serais étonné qu'on en pût désigner une seule; elles ont toutes été sucées par la pieuvre. Elles ont appauvri d'autant le patrimoine national.

L'affranchissement économique par l'esprit social

Le Canada français, comme la France, ne trouvera pas son salut et sa liberté économique dans la poursuite des grandes affaires et des spéculations hasardeuses; ce ne sont pas les grandes fortunes, bien ou mal acquises, qui l'affranchiront du joug de la finance anglo-américaine, mais la multiplicité et la croissance normale des petits patrimoines et la mise en valeur *sociale* des petits capitaux. Voilà la vraie richesse des nations, la plus sûre, la plus solide, la plus profitable, celle qui résiste le mieux à l'aléa des guerres, des révolutions, de l'agiotage, celle qui tente le moins la cupidité ou la jalousie de la haute finance, qui aiguise le moins les fringales du fisc ou les convoitises du socialisme; c'est aussi la seule qui mérite les bénédictions de Dieu et qui n'ait pas besoin, pour se justifier, de torturer les prescriptions du droit naturel, de l'Evangile et de la théologie morale. C'est la seule fortune qu'un peuple catholique, intelligent et noble peut et doit désirer. C'est celle-là, et celle-là seulement, qui assurera la liberté économique des Canadiens-français en les délivrant à la fois de la domination de l'or anglais et du joug avilissant de la cupidité. Pour l'acquisition de ce genre de fortune, les contraintes de la morale catholique et les traditions françaises, loin d'y nuire, sont un précieux appoint.

Voilà pourquoi la presse catholique et nationale encourage, doit encourager tant qu'elle peut les oeuvres économiques qui entretiennent ou font revivre les vertus domestiques de la race: économie, prévoyance, probité, et les mettent en valeur par l'adjonction du sens social, de l'esprit d'association, qui nous a trop longtemps fait défaut, tout comme à nos cousins de France.

Quel est ce benêt d'économiste français qui a prétendu que les Anglo-Saxons doivent à leur individualisme ce qu'il appelait leur "supériorité" ? C'est si bien le contraire ! Grâce à leur formidable esprit de corps, les Anglo-Saxons, les plus obtus des Européens, mènent le monde; tandis que nous, Français des deux continents, nous nous faisons rouler par tout le monde, grâce à notre incurable individualisme.

Combien de fois en ai-je causé avec ce pauvre Desjardins! Chaque année, il croyait toucher au but désiré, qui était d'ob-

tenir une loi fédérale donnant à ses caisses populaires une solide base légale; mais il voyait toujours l'obstacle se dresser. L'obstacle anglais? Oui, mais généralement posé par des mains françaises: banquiers, marchands-détailleurs, tous gens *pratiques* mais de courte vue. Aveuglés par la préoccupation immédiate de leurs petites affaires, ils ne voulaient pas comprendre que tout ce qui contribuerait à mettre en valeur l'épargne française, à la sortir du bas de laine pour la canaliser, la concentrer et l'utiliser en vue d'accroître les forces économiques *effectives* de la race, finirait par profiter à leurs propres affaires. On peut en dire autant des coopératives de vente et d'achat, des sociétés de crédit et d'assurance agricole, etc. Elles ont toutes rencontré les mêmes oppositions sorties du même fond d'égoïsme individuel ou collectif.

Si l'obstacle est à peu près renversé, aujourd'hui, à qui le mérite en revient-il? Dans une large mesure aux journaux catholiques et nationaux, qui n'ont cessé de le battre en brèche. Pourquoi ont-ils pu soutenir la lutte? Parce qu'ils n'étaient liés ni aux banques, ni au commerce, ni aux partis politiques qui ont intérêt à ménager les banques et le commerce; et parce qu'ils ont placé et maintenu la question sur le seul terrain des intérêts généraux de la race.

En retour, qu'ont fait ces organisations pour venir en aide à la presse catholique et nationale? Pour les autres journaux, je l'ignore. Pour le *Devoir,* jusqu'ici, ... rien. Et pourtant, même en éliminant toute idée de reconnaissance, ces institutions ont un intérêt vital au maintien des organes qui entretiennent la mentalité dont elles vivent. Elles en auront besoin, le jour — assez prochain peut-être — où elles subiront de nouveaux assauts, où l'on voudra leur mettre de dangereuses entraves. Elles en auront besoin aussi, elles en ont besoin déjà pour créer entre elles une féconde émulation, pour établir des liens utiles qui décupleront leurs forces effectives.

Elles en ont besoin, elles en auront toujours besoin pour entretenir chez leurs propres membres le sens de leurs responsabilités sociales, pour leur rappeler que ces oeuvres réussiront dans la mesure où elles seront administrées avec une stricte probité; pour leur dire aussi qu'elles n'ont pas pour unique objet de profiter à ceux qui en font partie, mais qu'elles doivent contribuer à la prospérité générale de la race.

A-t-on songé, par exemple, à tout ce que les *caisses populaires,* les sociétés d'assurances, obligées à faire des placements de tout repos, pourront un jour entreprendre pour *financer* nos corps publics et les industries vraiment nationales, celles qui mettent en valeur les ressources naturelles de chez nous, avec le capital de chez nous et la main-d'oeuvre de chez nous ? Les

banques rurales fondées par Luzzati ont un jour sauvé l'Italie de la banqueroute. Les coopératives et les caisses organisées par sir Horace Plunkett en ont fait autant pour l'Irlande. Pour cela, il faut le concours de l'opinion éveillée et stimulée par la presse.

Il y a quelques semaines, M. l'abbé Perrier, curé du Saint-Enfant-Jésus, faisait paraître, ici même, un article fort intéressant, plein de substantiels aperçus, sur la *Société des Artisans canadiens-français* [1]. "Souhaitons, écrivait-il, que nos "mutualistes restent fidèles à l'esprit de leur fondation. Qu'ils "cultivent le sens social, fait de justice et de charité, et qu'ils "pratiquent le dévouement à toutes nos oeuvres nationales.... "Le moment n'est-il pas venu pour les *Artisans,* comme pour "toutes nos sociétés nationales de secours mutuels, *de se mettre "plus résolument sur le terrain des oeuvres sociales et nationa-"les* et de travailler, dans la mesure de leurs forces, *à deux "oeuvres* que je crois plus urgentes que les autres ? Je veux dire "la création des syndicats catholiques et nationaux, l'organisa-"tion des coopératives."

Notre distingué collaborateur me permettra d'ajouter que l'oeuvre de la presse catholique et nationale pourrait, sans inconvénient, s'ajouter aux deux organisations qu'il a si chaudement, et avec tant de raison, recommandées à l'efficace sympathie des sociétés de secours et d'assurances mutuelles. Je ne crois pas céder au penchant contre lequel je mettais les hommes d'oeuvres en garde, — les directeurs de journaux, sans cesse ramenés à l'examen de toutes les oeuvres, n'ont aucun mérite à échapper à cette tentation — je ne crois pas exagérer le rôle de la presse en disant que le travail de coopération suggéré par M. l'abbé Perrier n'est réalisable qu'avec le concours de la presse catholique et nationale. Elle seule peut, sinon créer, du moins entretenir et généraliser le mouvement d'opinion et les concours mutuels qui permettront ce rapprochement ; tout comme, pour atteindre ces diverses sociétés et leur communiquer son idée, notre collaborateur a choisi un organe de portée générale et non les quelques revues spéciales que publient l'une ou l'autre de ces associations.

Je pourrais ajouter ici que la plupart de ces sociétés ont surtout besoin de la presse catholique et nationale pour entretenir dans la population l'esprit qui crée leur clientèle et qui est, à proprement parler, leur raison d'être. S'il est une catégorie d'oeuvres qui ont intérêt — un intérêt moral et un intérêt matériel — à détruire l'absurde préjugé que la religion et le patriotisme n'ont rien à voir aux affaires, ce sont bien les so-

[1] *Devoir* du 18 septembre 1920.

ciétés de mutualité, les syndicats professionnels et les coopératives.

Ce motif s'ajoutera, espérons-le, à tous les autres, pour démontrer aux fondateurs et aux propagandistes des oeuvres économiques, qu'ils doivent à la presse catholique et nationale un appui plus actif, plus général et plus efficace que celui qu'ils lui ont donné jusqu'ici.

III

LA PRESSE ET LES CATÉGORIES SOCIALES

Clergé

Nous avons étudié jusqu'ici l'influence de la presse catholique et nationale sur les activités diverses qui tendent à enrichir ou à défendre le patrimoine moral, intellectuel et économique de la race. Il me semble également utile de signaler l'intérêt que les journaux de doctrine et d'idées devraient inspirer à certaines catégories de Canadiens-français catholiques, indépendamment des oeuvres particulières auxquelles les uns ou les autres peuvent s'intéresser. Commençons par le clergé.

Ce que nous avons vu des caractéristiques foncières de la presse catholique, de l'utile appui qu'elle apporte aux oeuvres religieuses ou bienfaisantes, devrait suffire à justifier le concours actif du clergé en faveur des journaux voués à la défense de l'Eglise et de la morale chrétienne, et aussi des traditions nationales. Notre clergé a glorieusement conquis le droit, j'ose dire le devoir d'être patriote; — non pas dans le sens faussé qui prévaut en quelques pays où certains prêtres, plus ou moins enjacobinés, en sont rendus à faire du patriotisme une seconde, voire une première religion; mais au sens vrai du mot, au sens chrétien, selon la doctrine du Christ et de l'Eglise, d'accord avec la pratique constante du clergé de tous les temps et de tous les pays, du clergé canadien en particulier.

Au Canada comme partout ailleurs, — et, à certains égards, plus qu'ailleurs — le clergé a besoin de la presse catholique et nationale pour prolonger son action sacerdotale, pour vulgariser les principes qu'il enseigne du haut de la chaire, pour défendre dans la rue, au niveau des faits concrets et en plein coeur de la foule, les droits de l'Eglise, de la famille et de la patrie, ces trois assises fondamentales de toute société bien ordonnée.

Jusqu'ici, le Canada français a été assez généralement préservé des attaques directes contre la foi, contre l'ordre social chrétien, contre l'organisation ecclésiastique. Mais l'on aurait tort de croire qu'il échappera toujours à cette épreuve. La crise viendra peut-être plus tôt qu'on ne le croit; et elle sera d'autant plus dangereuse que l'esprit public est moins préparé à la subir et qu'elle se produira dans le domaine des faits plutôt que dans la sphère des idées et des doctrines. Elle sera déterminée par la pénétration au coeur du Canada français de

toutes les poussées anticatholiques, antifrançaises et antisociales qui ont déjà plus qu'à moitié conquis le Canada anglais; et ces poussées auront le concours actif ou la complicité tacite d'une foule de Canadiens-français habitués, par la pratique d'une fausse conciliation, à faire très large la part de l'erreur, du mensonge et de l'injustice.

A ce danger s'en ajoute un autre, plus redoutable peut-être parce que moins visible. La plupart des questions qui ont donné lieu partout aux assauts du protestantisme et de la Révolution sont déjà résolues *en principe,* dans nos lois, contre la doctrine et la législation catholiques. Le divorce est reconnu par la constitution, *sans exception pour la province de Québec* (comme on le croit généralement). Sur le mariage, notre code civil s'écarte partiellement du droit canonique et entr'ouvre la porte qui conduit au mariage civil. Pour la tenue des registres d'état civil, les curés ne sont que les fonctionnaires de l'Etat. Le droit de frapper d'impôts les biens d'Eglises est attribué à l'Etat par le code municipal, la Loi des cités et villes et toutes les chartes particulières. Les nouvelles taxes fédérales atteignent les clercs, comme les autres contribuables. La plupart, pour ne pas dire toutes les lois d'incorporation des communautés religieuses, des maisons d'enseignement ou de bienfaisance, renferment des dispositifs qui permettent à l'Etat de les dominer ou tout au moins de les tracasser. Enfin, dans le domaine de l'instruction publique — le terrain favori des ennemis de l'Eglise, de la famille et de la société chrétienne — le principe de la suprématie de l'Etat a été appliqué dès le début et s'est singulièrement étendu, dans la pratique.

Tous ces empiétements, toutes ces atteintes aux droits de l'Eglise et de la famille, nous les avons subis presque sans nous en apercevoir, rassurés par les bonnes intentions des législateurs dont la plupart, simples copistes, ne se rendaient peut-être pas compte de la gravité des actes qu'ils posaient et du parti qu'en pourraient tirer plus tard les ennemis de l'Eglise et de la société.

Croire que ces lois et ces dispositifs resteront toujours lettre morte; espérer que les pouvoirs publics et les tribunaux les appliqueront toujours en conformité des principes catholiques, ce serait une dangereuse illusion. Et puisque, en notre pays, les pouvoirs publics, voire les tribunaux dans une certaine mesure, relèvent de l'opinion publique, il semblerait d'une élémentaire prudence de faire l'éducation du peuple en ces matières. Education des intelligences, afin de démontrer la supériorité de la législation catholique et la nocivité des lois qui s'en écartent; éducation des volontés et des énergies, afin de préparer la résistance aux assauts, ou, mieux encore, afin

d'obtenir la modification, dans le sens catholique, de celles de ces lois qui relèvent de la juridiction provinciale.

Compter sur tous les journaux, sur les organes de parti et sur les feuilles *jaunes*, autant que sur les journaux catholiques, pour faire cette éducation et soutenir la lutte jusqu'au bout, serait une autre illusion, aussi fatale que la première. Quelques-uns, je veux le croire, seront du bon côté tant que la force de l'opinion où l'intérêt du parti seront de ce côté-là. Mais dès qu'il sera plus populaire et plus avantageux d'être de l'autre côté, ou quand les chefs du parti l'exigeront, combien resteront sur la brèche?

Certaines attitudes au sujet de l'instruction obligatoire, du divorce et du mariage, des exemptions d'impôt, des programmes d'enseignement à tous les degrés, dénoncent assez nettement les vues et les tendances obliques d'une foule de braves gens et de plusieurs journaux. Et ces tendances, ne l'oublions pas, seront toujours favorisées, ouvertement ou en sous-main, par les influences anglicisantes, qui exercent une si formidable emprise sur la politique et la presse, et sur la troupe innombrable des snobs et des arrivistes, des trembleurs et des suiveurs. En ceci, comme en toute chose ou à peu près, la défense religieuse se lie à la défense nationale. Si trop des nôtres l'oublient, nos ennemis s'en souviennent toujours.

Ce seul aspect de la situation doit suffire à justifier le clergé d'aider particulièrement les journaux sur lesquels l'Eglise peut toujours compter, parce que la défense des droits de l'Eglise, de la famille, de la patrie, de la race est toute leur raison d'être. Le moment où ces journaux failliraient à leur tâche et trahiraient leur mission, ils disparaîtraient. Avec l'abaissement de la foi et l'oblitération du sens de l'ordre, les organes des partis et les grosses feuilles populaires pourront braver les censures ecclésiastiques et le mépris de l'opinion catholique; les journaux voués à la défense des intérêts religieux et nationaux jamais. Ceci devrait suffire à rassurer les prêtres qui redoutent ce que l'on appelait, en France, l'ingérence de la presse catholique dans les affaires de l'Eglise.

Si l'on tentait d'établir à cet égard une distinction entre les journaux catholiques rédigés par des prêtres et ceux dirigés par des laïques, il serait facile de démontrer par toute l'histoire de la presse catholique, depuis qu'elle existe, que les organes laïques n'ont pas causé plus d'embarras ni rendu de moindres services que les journaux ecclésiastiques. Les uns et les autres ont leur raison d'être. "Pourquoi," demandait Louis Veuillot, "la vérité, destinée à soutenir une guerre éternelle, n'au-"rait-elle pas des escadrons légers, des soldats exercés aux com-"bats de broussailles et toujours prêts à partir? Voilà l'oeuvre

"des laïques. Ils sont bons à cela; je dirai plus: ils y sont plus "propres que d'autres." [1]

Cette observation est particulièrement applicable au Canada. Bien plus qu'en France, où les luttes d'idées sont toujours au premier plan, la bataille entre la vérité et l'erreur est surtout faite ici de "combats de broussailles." Si l'on admet qu'il faut la faire et que des laïques peuvent et doivent s'y livrer, il faut admettre aussi que ces laïques et leurs journaux doivent pouvoir compter sur l'appui moral et matériel du clergé. Car cette lutte ingrate, difficile, dénuée de toutes satisfactions personnelles, ils la poursuivent tout en soutenant de lourdes charges de famille, dans l'unique but d'apporter leur appoint à la défense de l'Eglise et de la société dont ils font partie au même titre, mais pas plus, que tous les autres Canadiens catholiques. En les aidant dans leur dure tâche, le clergé reste fidèle à sa mission sacerdotale et à ses traditions patriotiques. Qui saurait, de bonne foi, lui en faire reproche?

Communautés religieuses

Les arguments qui justifient le clergé canadien d'aider activement aux journaux de défense religieuse et nationale s'appliquent, avec plus de force encore, aux congrégations religieuses.

Les communautés d'hommes et de femmes, de fondation canadienne ou française, ont rendu au Canada français d'incalculables services et occupent dans son organisme social une place immense. En y ajoutant les sociétés de prêtres qui dirigent les grands et les petits séminaires, on peut dire que les congrégations religieuses portent, chez nous, presque tout le poids des oeuvres de bienfaisance et d'éducation. Elles soutiennent et accomplissent cette double tâche sociale avec un dévouement, une abnégation et une intelligence hors pairs, et aussi avec une humilité, une discrétion et un désintéressement qu'on serait tenté de trouver exagérés. On se prend à penser parfois qu'elles en font trop; qu'en se prodiguant ainsi, elles favorisent les calculs de l'égoïsme individuel. Que de gens s'accoutument à trouver tout naturel de se décharger sur les communautés de leurs premiers devoirs sociaux: éducation des enfants, soin des malades, hospitalisation des infirmes, etc. Ils en arrivent même à penser que cette transposition de charges est toute naturelle et ne comporte, de la part des laïques, aucune autre obligation que celle d'une infime compen-

[1] *De la presse religieuse laïque* — article du 26 janvier 1853, reproduit dans les *Mélanges*, 2e série, vol. I. Cet aspect de la question a été traité à fond par M. l'abbé Perrier dans son discours du dixième anniversaire du *Devoir*, reproduit en brochure sous le titre : *Le Devoir, journal catholique.*

sation d'argent, qui reste bien inférieure à la valeur purement matérielle des services rendus par les congrégations.

Certes, au fond du coeur, l'immense majorité de notre peuple garde une réelle reconnaissance et une vive affection pour ces hommes et ces femmes de Dieu, qui se dévouent au salut des âmes et au soin des corps. L'administration publique, provinciale ou municipale, a traduit ces sentiments en confiant aux communautés la quasi-totalité des services de bienfaisance, et en les exemptant des impôts ordinaires. Elle y trouve son large profit. Que l'on compare le budget de la charité, dans notre province, à celui des autres provinces ou des Etats-Unis; que l'on mette en regard les institutions protestantes, ou simplement laïques, et nos maisons congréganistes; et l'on constatera que les communautés religieuses rendent ici à la communauté civile, et à chacune des familles qui la composent, des services dont la seule *valeur* économique représente, chaque année, des millions d'épargne publique et privée. Et que dire du gain moral, des âmes sauvées, des angoisses apaisées, des souffrances adoucies et sanctifiées? J'imagine que même aux yeux des gens *pratiques*, cela compte encore, bien qu'impossible à monnayer.

Ces oeuvres tirent toute leur valeur morale et sociale de l'esprit qui anime toutes les oeuvres de l'Eglise, de l'esprit évangélique; c'est le même esprit qui leur donne leur principale valeur économique. Les communautés accomplissent leurs prodiges d'économie et d'efficacité pratique parce que leurs membres ont renoncé à tout avantage personnel, à tout pécule, à toute gloriole; parce qu'ils ont fait voeu de pauvreté, de chasteté et d'obéissance.

Ces élémentaires vérités, ces faits éclatants devraient être connus et appréciés de tous les Canadiens-français, et même de tous les Canadiens. Et cependant, combien ne songent qu'à critiquer les communautés, leurs discrets appels à la charité volontaire, les modestes industries qui permettent à quelques-unes de soutenir leurs oeuvres tout en fournissant à leurs hospitalisés d'utiles occupations, enfin, l'exemption partielle d'impôts dont elles jouissent, ou plutôt, dont profite la population tout entière?

Là-dessus comme sur tous les autres aspects de notre situation religieuse et sociale, il faut se garder des illusions. Nombre d'oeuvres de bienfaisance ou de protection sociale, confiées aux congrégations, sont soumises à des obligations contractuelles envers l'Etat. La plupart, pour ne pas dire toutes, sont sujettes à l'ingérence des pouvoirs publics. Pour les exemptions d'impôts, elles sont toutes à la merci de l'Etat. Or, ils ne manquent pas, parmi les Canadiens-français, ceux qui guettent

l'occasion favorable de restreindre la liberté des congrégations, d'appesantir sur elles le joug de l'Etat, de rétrécir graduellement la marge des exemptions, en vue de l'extinction totale. Ils n'attendent, pour agir, que le jour où l'opinion publique endormie ou mal informée leur permettra de pousser leurs pointes.

Ces démolisseurs se garderont bien, du reste, de lever le masque et de déclarer une guerre générale et ouverte. Ici, ils prétexteront le renouvellement d'un contrat; là, ils invoqueront les exigences de l'hygiène et de la sécurité des maisons. Dans telle ou telle ville — à commencer par Montréal — ils feront miroiter aux yeux des propriétaires la perspective menteuse d'un dégrèvement d'impôts fonciers, suite de l'imposition des biens d'Eglise. On peut être sûr qu'ils choisiront l'heure et l'occasion propices, et qu'ils trouveront des complices parmi les politiciens et les journalistes, et tout plein de suiveurs dans l'immense troupeau des jouisseurs, des égoïstes et des badauds.

Pour déjouer ces tentatives, l'action de la presse catholique et nationale est nécessaire. Elle seule peut faire efficacement l'éducation de l'opinion populaire; et elle y réussira d'autant mieux que la campagne sera menée par des laïques.

Que des prêtres, du haut de la chaire ou dans un journal, défendent les droits de l'Eglise et fassent l'éloge des communautés religieuses, cela parait tout simple. Mais que des laïques, pères de famille, prennent en main, je ne dirai pas la cause des communautés, mais leur cause à eux, la cause des familles, des orphelins, des malheureux, des infirmes, des vieillards, la cause de la société civile, la première intéressée au soulagement des misères, l'impression est plus forte.

Mieux que tous autres — ou du moins avec plus d'effet — les publicistes laïques démontreront que les services de bienfaisance et de préservation sociale sont plus efficacement accomplis par les congrégations que par les laïques, et à bien meilleur compte pour les contribuables; qu'en toute justice, ces services exigent tout de même une compensation matérielle et que cette compensation, tout en restant toujours bien inférieure aux exigences des institutions laïques, doit tout de même suivre la marche ascendante du coût de toutes choses; que les exemptions d'impôt ne représentent qu'une infime partie de la dette, jamais soldée, de la société civile envers les congrégations; qu'aucune compensation, directe ou indirecte, des services rendus par les congrégations n'autorise les pouvoirs publics à s'ingérer indûment dans leur gouvernement et leurs activités; que cette ingérence abusive ne ferait qu'entraver leur action et nuire à l'efficacité de leurs oeuvres; qu'en con-

séquence, la communauté civile, c'est-à-dire tout le monde, a un intérêt primordial à maintenir la situation, faussement appelée "privilégiée," des congrégations religieuses.

Voilà ce que la presse catholique et nationale peut et doit dire souvent, avec démonstrations à l'appui, pour éclairer l'opinion publique et l'immuniser contre les sophismes et les pénétrations insidieuses de l'étatisme, pour éveiller les énergies et les préparer à la défense de cette partie très importante de notre patrimoine religieux et national.

Mais pour mener cette oeuvre à bonne fin, ceux qui s'y dévouent ont besoin du concours bienveillant et actif des congrégations, dont ils se constituent les défenseurs volontaires. Leur faire grise mine, sous prétexte de ne pas provoquer les ennemis ou irriter les indifférents, serait de mauvaise tactique. Ils n'en seraient pas moins fidèles à l'heure du péril; mais désavoués ou peu avoués à la veille du combat, leur influence serait notablement affaiblie au moment où elle pourrait être décisive.

Ces arguments s'appliquent *a fortiori* aux congrégations enseignantes. A plusieurs égards, leur situation est peut-être plus précaire que celle des institutions de charité. Dans un très grand nombre d'écoles, les instituteurs congréganistes ne sont que les engagés des commissions scolaires, en tout soumis à la surveillance et aux programmes de l'Etat. Les écoles libres subissent forcément et de plus en plus l'adaptation au programme officiel. Cela tient en partie à la formation du personnel, qui passe tour à tour des écoles publiques aux maisons libres ou réciproquement; cela tient surtout aux exigences irraisonnées des parents et de ce qu'on est convenu d'appeler l'opinion publique, qui est, pour l'instant, quelque chose de très vague et de très bête.

C'est ici, principalement, que les communautés enseignantes ont besoin de l'appui, j'oserais dire de la protection d'une presse foncièrement catholique et nationale, assez clairvoyante pour voir le danger, assez libre pour le dénoncer, assez énergique pour le combattre. Si de fortes réactions ne s'affirment et ne se poursuivent, notre peuple, nos classes dirigeantes surtout, vont se laisser entraîner dans le courant des idées biscornues qui dominent tout le continent, en matières de programmes scolaires et d'enseignement. Ce courant, chez nous, porte vers l'élimination graduelle de l'enseignement religieux, de la formation morale et de la culture française au profit de l'utilitarisme areligieux et de l'anglicisation. Il aboutira fatalement à la déchéance religieuse, sociale et nationale.

Dans ce courant, les communautés enseignantes sont exposées à se voir pousser malgré elles par de multiples causes et

par beaucoup de gens, qui eux-mêmes ne savent où ils vont. Mais ceux qui les mènent le savent: s'ils pouvaient réussir à faire servir les congrégations religieuses à leur dessein, avec quelle joie — et quelle facilité — ils les jetteraient par dessus bord, le jour où le sens catholique et la fierté nationale du peuple canadien-français seraient assez affaiblis pour leur permettre d'exiger des concessions que la foi et le patriotisme des communautés leur refuseraient, trop tard.

Je ne suis pas de ceux qui doutent de quel côté seront nos instituteurs congréganistes, le jour où la lutte s'entamera à ciel ouvert. Mais je suis de ceux qui pensent qu'en vue de cette lutte, tous les croyants de l'ordre social catholique, tous les défenseurs du patrimoine national, prêtres et laïques, doivent s'unir étroitement, ne pas livrer de postes à l'ennemi, fortifier les convictions et discipliner les énergies. Pour cela il faut des journaux de doctrine et de combat, qui ne cessent de lier, dans l'esprit public, la cause nationale à la cause religieuse, — en respectant toujours, bien entendu, l'ordre des choses: religion d'abord, patrie ensuite.

Professionnels

Par un concours de circonstances historiques qu'il serait intéressant mais trop long de rechercher ici, les professionnels ont, pendant plus d'un demi-siècle, constitué toute l'aristocratie canadienne. Les "hommes de profession", c'étaient les avocats, les notaires, les médecins. La magistrature, qui a joué un rôle si important en France et en Angleterre, inexistante ici pendant deux siècles, création du régime colonial anglais, est restée une simple annexe du barreau. Quant à la noblesse terrienne créée par Colbert, elle n'a pas su résister à la domination anglaise. Les filles se donnèrent aux conquérants; les fils se livrèrent à la paresse, à l'ivrognerie ou à la bureaucratie, souvent aux trois vices à la fois. Moins d'un siècle après la conquête, elle n'existait plus; et qui pis est, en se suicidant, elle avait livré à l'ennemi nos plus solides positions sociales.

Il serait injuste de contester les services rendus à la race par un bon nombre de professionnels. Il y a quelque cinquante ou soixante ans, le médecin et le notaire étaient, avec le curé, les seuls chefs de l'unique collectivité sociale qui ait résisté au désastre de la conquête anglaise, la paroisse. La majorité, je pense, étaient dignes de la considération qui s'attachait à leur personne et à leurs fonctions. C'étaient, en général, de bons chrétiens, d'excellents pères de famille, des hommes d'honneur et de probité, au sens un peu court qui prévaut

dans une société exclusivement bourgeoise. A la fois économes et charitables, ils rendaient volontiers beaucoup de petits services individuels, ils prêtaient un appui désintéressé aux oeuvres de la paroisse. En temps d'élection, comme tous les bons Canadiens, ils se battaient aveuglément pour "le parti" et couvraient de leur respectabilité les palinodies des chefs et les saletés des agents électoraux. La débauche électorale finie, ils reprenaient leurs fonctions d'honnêtes gens, et leur place au banc d'oeuvre. Là se bornait leur rôle social. Celui des avocats a été à la fois plus éclatant et plus nocif. Dans cette humble société en reconstruction, où les notaires étaient comtes et les médecins barons, les avocats étaient ducs, au sens exact du mot: ils *menaient* le pays.

En toute équité, il faut reconnaître que le barreau a fourni à la patrie canadienne plusieurs hommes de haute valeur, à la race canadienne-française quelques-uns de ses plus énergiques défenseurs. Pris individuellement, les avocats ne méritent pas plus ici qu'ailleurs le préjugé qui s'attache à leur périlleuse profession. Ils n'ont pas produit plus de voleurs que les commerçants, les ouvriers ou les "habitants". Souvent la réputation de friponnerie d'un avocat tient à la canaillerie dépitée de son client: *Arcades ambo.* De nos jours comme en tout temps, on trouve parmi les avocats des modèles de désintéressement, de probité, d'élévation morale.

Mais la vérité oblige à reconnaître également que le rôle social du barreau a été, à maints égards, plus désastreux encore au Canada qu'en France, ce qui n'est pas peu dire. Au sens particulier qui s'attache aujourd'hui à l'idée du devoir social, ce rôle a été nul; et c'est déjà un malheur, quand il s'agit d'un corps privilégié et prépondérant. Dans la vie politique de la nation, il a été effroyablement pernicieux. Avec l'établissement du gouvernement responsable, la victoire définitive du parlementarisme et l'accession par le canal des influences de parti à toutes les fonctions publiques, y compris la magistrature, les avocats ont fait de la politique leur chose; et par la politique, ils ont fini par tout dominer, même l'Eglise dans ses relations avec le pouvoir civil.

Aujourd'hui, la ploutocratie est en bonne voie de devenir la seule classe dirigeante; elle exerce véritablement l'*imperium* sur l'Eglise et sur l'Etat. Les *affaires,* les *grosses affaires,* gouvernent la politique et la société. Les hommes d'argent commandent les hommes "de profession" aussi bien que le commun des mortels; ils dictent les lois, les programmes des partis, et même les programmes d'enseignement. Et cependant, l'emprise des avocats est telle, dans notre province, qu'ils restent les intermédiaires entre les hommes d'affaires et le peu-

ple, entre les tondeurs et les tondus. C'est par l'entremise d'avocats à leur service que les maîtres de la finance dominent les gouvernements, les municipalités, les services d'utilité publique, voire les banques, et jusqu'aux universités. Du reste, les *grands* avocats, comme les *gros* notaires, tendent de plus en plus à devenir des hommes d'affaires. Il paraît que "l'honneur professionnel," qui interdit sévèrement à l'homme de loi de se livrer à un honnête négoce ou à un travail légitime mais "vulgaire", ne l'empêche nullement de tripoter à gogo les *grandes* affaires d'agiotage... et de chantage, tout en gardant, comme poire pour la soif, le monopole du tricorne et de l'hermine judiciaire.

Défaut de formation sociale

De cette situation privilégiée, mais dégradante et antisociale au possible, il serait injuste de tenir uniquement responsables les avocats ou les autres hommes de profession, et pas plus ceux de la génération actuelle que les autres. Quelle a été leur formation sociale, leur formation religieuse même, *comme professionnels?*

Au collège, on leur a donné de bonnes leçons morales, des pratiques religieuses, applicables à la vie de tout chrétien, en tout temps et en tout lieu, mais sans relation immédiate avec leur vie professionnelle et sociale. L'éducation de collège ne peut guère donner autre chose — surtout quand la formation de la conscience sociale est nulle dans la famille — avant que le jeune homme n'ait fait le choix de sa vocation particulière. A l'université, un certain nombre de messieurs pressés viennent lui enseigner les éléments techniques de la profession qu'il pratiquera, pourvu qu'il décroche tant de points à ses examens. De direction morale, de formation sociale surtout, rien.

Combien de professeurs de droit, en soixante-dix ans d'enseignement universitaire, à Québec, en quarante ans, à Montréal, ont songé à mettre leurs élèves en garde contre les principes faux contenus dans nos lois, à leur signaler les reliquats du jansénisme et du gallicanisme, les insidieuses pénétrations de la mentalité protestante et anglo-saxonne, l'influence des fausses maximes de la Révolution française et du césarisme napoléonien, à bien marquer tout ce qu'il y a d'anticatholique ou de tendancieux dans les thèses des légistes et des jurisconsultes qu'on leur présente comme les prophètes et les pontifes de la science légale, tels Pothier, Laurent et Troplong? Combien leur apprennent à faire une distinction nette entre les vérités fondamentales vers lesquelles

l'esprit et la conscience de l'homme de loi chrétien doivent toujours se reporter, et les erreurs de principe et de fait que les circonstances — ou la faiblesse de nos législateurs — ont introduites dans le corps de nos lois?

Parmi les professeurs de médecine et de sciences, — maintenant que les études universitaires couvrent un plus vaste champ et ouvrent la porte à de nouvelles professions, justement honorées, — combien pensent à former, dans la bonne direction, le sens critique des élèves; à leur inculquer l'habitude intellectuelle de préférer la science ordonnée, disciplinée par la foi et la saine raison, à la science orgueilleuse, matérialiste et athée?

Et surtout, combien de professeurs de toute catégorie prennent la peine de dire, de temps à autre: "Jeunes gens, vous êtes des catholiques, vous êtes des Canadiens-français. Quels que soient la place que vous occuperez dans le monde, le succès que vous obtiendrez, les honneurs ou l'argent que vous gagnerez, n'oubliez jamais que vous en êtes comptables à Dieu, à l'Eglise, à la patrie, à votre race. Ne recherchez jamais le succès en dehors des voies de la stricte probité chrétienne et de l'honneur vrai. L'influence que vous exercerez, la considération dont vous jouirez, les moyens dont vous disposerez, vous devrez en faire profiter l'Eglise et la patrie, et toutes les oeuvres sociales qui les servent. Ne soyez pas seulement des avocats habiles, des médecins achalandés, des ingénieurs compétents; soyez aussi des hommes sociaux. Et le véritable homme social, c'est celui dont la foi et le patriotisme commandent tous les actes, les fonctions professionnelles et publiques autant que les actions individuelles."

Evidemment, pour que cette leçon soit effective, il est nécessaire que la vie publique, la vie professionnelle et la vie privée de celui qui la donne n'en offrent pas le parfait démenti. C'est Joseph de Maistre, je crois, qui disait que dans une maison d'enseignement l'examen de moralité des professeurs est aussi important que l'examen de capacité des élèves.

Si l'on objecte que ces leçons ne sont pas du ressort des professeurs, qu'elles relèvent des aumôniers, je réplique que cette seule objection suffirait à démontrer à quel point le sens social est atrophié chez nos professionnels. Sans doute, c'est le devoir des aumôniers de donner cet enseignement aux élèves; et j'imagine qu'ils ne s'en font pas faute — quand il y a des aumôniers et quand les étudiants vont les écouter. N'empêche que c'est aussi le devoir des professeurs; et que cette leçon, donnée à propos par des laïques, ferait plus d'impres-

sion que celle des aumôniers et atteindrait un nombre considérable d'étudiants qui n'entendent jamais les aumôniers.

C'est précisément cette séparation complète, cette cloison étanche entre l'enseignement religieux et l'enseignement professionnel, qui affaiblit et brouille le sens chrétien de la jeunesse universitaire — d'autant plus que l'enseignement religieux n'a, à l'université, aucun caractère régulier ni officiel. Un médecin me disait tout récemment qu'au cours de ses quatre années d'université, il n'avait jamais entendu un seul de ses professeurs prononcer le nom de Dieu. Rien d'étonnant à ce que nos professionnels fournissent la forte part des incroyants et des non-pratiquants de notre race; à ce que, même chez les croyants, même chez les dévots, on trouve les plus extraordinaires notions religieuses, en ce qui a rapport surtout à la vie sociale, à la vie publique.

De cette situation désastreuse, un bon nombre de professionnels, parmi les jeunes principalement, commencent à s'inquiéter. Ils voudraient y porter remède. C'est à la racine du mal qu'il faut d'abord aller. Il est à espérer que c'est la principale préoccupation des hommes dévoués et compétents qui s'occupent en ce moment à réorganiser nos universités, celle de Montréal en particulier. Mais en dehors des écoles, il y a quelque chose à faire aussi.

Pourquoi un certain nombre de professionnels n'entreprendraient-ils pas d'organiser des associations nettement catholiques, dont le principal objectif serait d'éveiller le sens social chrétien de leurs confrères? Ils ont déjà, plus que toute autre catégorie de Canadiens, l'esprit de corps. Ils sont fortement organisés pour protéger leurs prérogatives et leur monopole. Les avocats savent fort bien se prémunir contre l'intrusion des profanes; les notaires aussi. Les médecins pourchassent sans pitié les charlatans qui s'avisent de tuer ou de guérir les gens, sans diplôme. Pourquoi ceux d'entre eux, avocats ou médecins, qui comprennent l'étendue de leurs responsabilités sociales, comme catholiques et comme canadiens-français, ne prendraient-ils pas des mesures pour se protéger contre les dangers intérieurs qui les menacent, pour neutraliser l'influence des charlatans diplômés, charlatans de la parole ou du bistouri, et aussi pour accroître leur valeur sociale? Pourquoi ne feraient-ils pas ce que font, par exemple, les voyageurs de commerce catholiques, les ouvriers groupés en syndicats catholiques et nationaux?

En tout cas, quelles que soient les méthodes employées, les professionnels qui ont le sincère désir de relever le niveau moral et intellectuel de leur profession, d'exercer un apostolat social, de rendre quelques services à l'Eglise et à la race qui

leur ont tant donné, doivent sentir aujourd'hui la nécessité d'une presse catholique et nationale, d'organes d'éducation populaire qui s'appliquent à créer et à entretenir la mentalité supérieure, l'esprit social, dont toutes nos classes ont tant besoin, les classes professionnelles plus que les autres. Plus que les autres, en raison des lacunes de leur formation particulière; plus que les autres, à cause de la situation exceptionnelle qu'elles ont occupée jusqu'ici. Que nos "hommes de profession" ne s'y trompent point: les méfiances ou, si l'on veut, les préjugés populaires s'accumulent contre eux. S'ils ne se mettent pas résolument à l'oeuvre afin de justifier par de réels services sociaux la situation privilégiée dont ils ont profité jusqu'ici, ils se ménagent de désagréables surprises. Il leur arrivera ce qui attend tous les privilégiés plus soucieux de conserver leurs privilèges et d'en jouir que de les mériter.

Convaincu que tout rajustement social doit se faire dans l'ordre, avec justice et avec charité, je ne demande pas mieux, pour mon humble part, que de faire servir le modeste organe de publicité et d'éducation que j'ai fondé à l'utilité sociale des classes professionnelles, au maintien de l'accord entre elles et les autres classes de notre société. Mais, évidemment, ce concours ne peut être efficace que si les principaux intéressés en comprennent l'importance et savent l'utiliser.

Quelques-uns commencent à s'en apercevoir.

A un récent congrès médical, un jeune médecin, qui n'est pas de nos amis, a eu le courage et la loyauté de dire, en dépit des *gros yeux* de quelques confrères *rouges* ou *bleus,* que le *Devoir* est le seul journal quotidien qui ait jusqu'ici compris l'importance de l'hygiène au point de vue patriotique. Il y a quelques semaines, un brillant avocat de Montréal, professeur d'université (il a le sens social, celui-là, en paroles et en action), voulant combattre les tendances dangereuses de l'Association du Barreau canadien, a choisi la tribune du *Devoir.* Pourquoi, plutôt que tel ou tel autre journal, beaucoup plus répandu? Parce que, pour atteindre son objet, il avait besoin, non pas d'un *gros* auditoire, mais d'un auditoire averti, préparé par une éducation méthodique à entendre son cri d'alarme, à saisir ses arguments, à donner d'efficaces sanctions à ses conseils. Evidemment, si l'éducation préparatoire avait été donnée à un plus grand nombre de lecteurs, l'effet eût été plus considérable. Mais si l'auditoire est restreint, à qui la faute?

Ces deux exemples, pris au hasard, doivent suffire à faire comprendre aux professionnels préoccupés de leur devoir social qu'ils ont tout intérêt à soutenir et à propager des jour-

naux dont toute la raison d'être est de préparer les esprits à recevoir d'utiles directions, de les aider dans l'accomplissement de leurs tâches éducatrices, et aussi d'enseigner à nos compatriotes à établir une équitable distinction entre les professionnels qui les servent et ceux qui s'en servent.

Hommes d'affaires

En parlant de l'action de la presse sur le mouvement économique, j'ai promis d'y revenir afin d'examiner plus à loisir "les devoirs des hommes d'affaires à l'égard de la presse catholique et nationale." [1]

D'aucuns ont accusé le *Devoir* d'afficher quelque dédain des "hommes d'affaires". Le reproche vaut celui de notre insouci des questions *pratiques*.

A maintes reprises, il est vrai, nous avons dénoncé à la conscience publique et voué au mépris les pratiques des hommes d'affaires qui ne sont qu'hommes d'affaires. La passion de l'or est assurément l'une des plus viles qui soient. La domination de l'or, toute puissante à l'heure actuelle, impose à l'humanité le joug le plus déshonorant qu'elle puisse porter. L'influence des hommes d'affaires qui ne songent qu'aux affaires est désastreuse à tous égards. Elle a fait la guerre, elle a bâclé la paix, elle a plongé le monde dans le désarroi où il se débat, elle a énervé toutes les forces de reconstruction morales et même matérielles, elle prépare les révolutions de demain. Les brasseurs d'affaires sont les véritables fauteurs du bolchévisme, qui ne leur fait tant peur que parce qu'il les menace dans leur égoïsme jouisseur. Du jour où ils entreverront une source de profits dans le bolchévisme ou dans toute autre forme de révolution sociale, ils lui feront bon accueil. Le rapprochement qui s'opère entre les agents de Lenine et les banquiers de Londres est symptômatique.

Au Canada français, la passion désordonnée des affaires est le plus actif agent de la conquête anglo-saxonne et protestante; c'est la marque la plus certaine de l'emprise du matérialisme sans foi, sans idéal et sans patrie, qui domine toute la vie sociale et politique du continent.

En dénonçant la politique d'affaires, l'esprit d'affaires, l'influence des hommes d'affaires, le *Devoir* reste donc pleinement dans son rôle de propagateur de la vérité catholique, de l'ordre social chrétien, des saines traditions canadiennes-françaises. Dans cette oeuvre de salut public, il mérite l'encouragement et l'appui actif de tous les Canadiens-français catholiques qui, adonnés au commerce, à l'industrie, à la finan-

[1] Voir plus haut, page 31.

ce, savent tout de même subordonner leurs activités matérielles aux exigences supérieures de la foi et du patriotisme.

A y bien réfléchir, les hommes d'affaires constateront qu'il est très *pratique* pour eux que leur clientèle, leur personnel — et eux-mêmes — conservent la mentalité qu'un journal comme le *Devoir* s'efforce d'inculquer à tous ses lecteurs.

Il y a quelque trente ou quarante ans, la haute finance et le gros commerce de détail, à Montréal, étaient virtuellement entre les mains des Anglais. On achetait bien chez le petit fournisseur canadien-français les aliments ordinaires et les menus articles de toilette; mais pour les produits rares et les objets *chics,* c'était entendu, il fallait aller dans l'ouest. On négociait avec les banques canadiennes-françaises les affaires de peu d'importance; mais pour les grandes opérations, il fallait s'adresser aux banques anglaises, du moins le croyait-on, — et on le faisait. On s'assurait invariablement dans les sociétés anglaises.

Pour les négociations d'emprunts à longs termes, nos corps publics — municipalités, commissions scolaires, fabriques d'église — aussi bien que les entreprises industrielles et les particuliers, étaient à la merci des sociétés de prêts anglaises, des courtiers anglais, de la finance anglaise ou américaine. Indépendamment du danger d'absorption ou d'asservissement qui allait grandissant, cette situation entretenait chez les Anglais et chez nos propres compatriotes la fausse et déplorable notion que cet état de choses était normal, que les Anglais dominaient de droit le commerce, la finance et l'industrie, que les Canadiens-français, inaptes aux affaires, devaient éternellement leur payer tribut. Les Anglais nous méprisaient et nous nous méprisions nous-mêmes comme "scieurs de bois et porteurs d'eau" au service des Anglais — mais nous faisions de notre mieux pour accroître notre propre abjection.

Et aujourd'hui? Allez demander aux banques canadiennes-françaises, aux sociétés d'assurance canadiennes-françaises, aux courtiers canadiens-français, aux marchands canadiens-français. L'affranchissement n'est pas entièrement accompli; mais quel progrès en vingt ans, en dix ans! Comptez les maisons de commerce créées ou agrandies, les industries nouvelles, les opérations entreprises; mesurez surtout la marche des affaires!

Sans doute, à cette progression plusieurs causes ont contribué. Mais il en est une, foncière, capitale et permanente, à laquelle bien peu d'hommes d'affaires semblent accorder l'attention qu'elle mérite: c'est le changement radical de la mentalité canadienne-française à cet égard. Autrefois, il y a dix ans à peine, combien de Canadiens-français, avant de faire un

achat, de déposer une somme d'argent à la banque, de prendre une police d'assurance, de négocier un emprunt ou de faire un placement, se posaient cette simple question: *Comment, tout en faisant mon affaire, puis-je accomplir mon devoir social?* On allait à la boutique ou à la banque la plus proche, à la maison où l'on pensait être le mieux servi, sans se demander ce qu'il en résulterait pour la race, pour l'Eglise. On pensait à soi et nullement à la communauté sociale.

Voilà ce qui est changé, et ce changement, qui l'a opéré, si ce n'est la presse catholique et nationale? N'ai-je pas le droit d'ajouter: et le *Devoir* en particulier? Du jour de sa naissance il n'a cessé de battre cette corde, ou plutôt de frapper sur ce clou et de l'enfoncer à travers la dure écorce des préjugés nés de l'asservissement colonial et soigneusement entretenus par les Anglais, grâce à la complaisante servilité de leurs complices canadiens-français, politiciens, journalistes et hommes d'affaires.

Le directeur-gérant de l'une de nos principales institutions financières avouait, l'autre jour, dans une réunion intime, que l'énorme accroissement des affaires de sa maison tenait, dans une très large mesure, au sens de la solidarité nationale éveillé par le *Devoir*. Mais ce que ni lui ni beaucoup d'autres ne semblent comprendre, c'est ce qu'il en coûte à un journal pour entreprendre et poursuivre cette campagne d'éducation populaire. Ce qu'ils ne se demandent pas, c'est ce qu'il adviendrait de la mentalité nouvelle dont ils profitent, si l'organe qui l'a créée et l'entretient venait à disparaître et laissait le champ libre aux protagonistes de l'anglicisation totale ou partielle.

Ce qu'il en coûte, nous seuls pourrions le dire. Je ne parle pas des horions, des injures et du mépris que cette attitude nous a valus — même de ceux à qui elle profite davantage. J'ai souvenance d'une série d'interviews arrachées par un rédacteur de la *Gazette* à quelques banquiers et négociants canadiens-français, conspuant le *Devoir* parce qu'il avait recommandé à ses lecteurs d'encourager de préférence les maisons d'affaires canadiennes-françaises. Ces bons apôtres de la conciliation ne se font pas scrupule, du reste, d'empocher les bénéfices de notre propagande. Mais je veux me borner à signaler les sacrifices pécuniaires que comporte nécessairement l'attitude que le *Devoir* a adoptée à cet égard.

Que l'on compare d'un coup d'oeil les colonnes d'annonces des journaux français de Montréal; et l'on constatera sans peine que dans le *Devoir* les annonces de maisons anglaises n'occupent qu'une place fort restreinte, tandis qu'ailleurs elles dépassent généralement celle faite aux maisons canadiennes-françaises. Afin de ne pas nuire à quelques-uns de nos meil-

leurs clients d'annonces, nous avons refusé de plantureux contrats que nous proposaient des maisons étrangères en concurrence immédiate avec eux.

Sans doute l'intérêt de nos clients, ou même celui des hommes d'affaires généralement, n'est pas notre principal souci. C'est avant tout, à nos yeux, une question de principe et d'intérêt national. Mais enfin, les hommes d'affaires en profitent. L'intérêt national sert leur intérêt particulier. En soutenant la cause nationale, nous servons la leur... à nos dépens.

Croit-on qu'une telle attitude est possible à des organes politiques, dont le souci dominant est de flatter toutes les influences, à des journaux d'affaires dont toute la raison d'être est de faire des affaires et de s'assurer la plus grosse clientèle possible d'annonceurs? Non, il faut qu'un journal soit voué à une idée supérieure, à une cause d'intérêt général, pour s'imposer de tels sacrifices. C'est du reste ce qui lui vaut son autorité morale, même dans les questions d'affaires.

Quelques hommes de commerce et de finance l'ont compris. Ils ont compris que la valeur d'un journal, même au point de vue le plus étroit, ne réside pas seulement dans le chiffre de son tirage, mais aussi dans la mentalité qu'il crée, dans les préoccupations qu'il éveille. Les plus intelligents peut-être, les plus actifs et les plus dévoués patrons de notre oeuvre se sont recrutés dans le monde des affaires. Mais combien rares!

Si un plus grand nombre avait saisi notre pensée et nous avait aidés à faire à notre journal une situation financière absolument sûre, cela nous eût permis, non pas d'accentuer notre propagande — à cet égard comme à tout autre, nous sommes aussi libres, et même plus, que si nous étions millionnaires — mais de n'ouvrir nos colonnes d'annonces qu'à des clients canadiens-français.

Qu'on ne crie pas au boycott, au fanatisme, à la haine de race. Tout cela c'est de la bouillie pour les chats, du thème à discours de *bonne entente*. Nous n'envions nullement aux Anglo-Saxons ni aux autres races leurs richesses et leur prospérité matérielle. Mais nous croyons que les Canadiens français ont le droit de se fortifier économiquement, comme tous les autres peuples, et qu'ils ont, plus que les autres, besoin d'apprendre à pratiquer le devoir de la solidarité nationale. Ceci n'implique nullement la cessation de tous rapports d'affaires avec les Anglais; au contraire: plus les Canadiens-français se rendront maîtres des sources de leur puissance économique afin de les canaliser, de les accumuler et de les faire fructifier, plus ils seront en mesure de négocier avec les Anglais de bonnes affaires, profitables à eux-mêmes, à autrui, à toute la communauté canadienne.

Telle est notre manière d'envisager les questions d'affaires. Ai-je tort de croire qu'un plus grand nombre d'hommes d'affaires devraient nous aider à répandre ces notions, à les faire entrer dans les habitudes de la vie journalière?

Si cette éducation *pratique* de notre peuple profite à nos hommes d'affaires, ils ont tout intérêt à ce qu'elle se poursuive dans des conditions qui lui assurent sa pleine valeur. Non seulement doivent-ils soutenir les journaux qui s'y dévouent; mais ils auraient tort de vouloir que ces journaux se plient à leurs exigences particulières ou à leur préférences politiques. Cette propagande vaut dans la mesure où elle ne tient nul compte des intérêts privés et des intérêts de partis. Elle vaut surtout dans la mesure où elle reste subordonnée aux intérêts généraux de la race et aux droits inaliénables de la conscience chrétienne.

C'est pourquoi les journaux catholiques et nationaux, tout en rappelant sans cesse au peuple canadien-français qu'il doit encourager de préférence les maisons d'affaires dirigées par leurs compatriotes, rappellent également aux hommes d'affaires canadiens-français qu'ils ont, eux aussi, des devoirs sociaux à remplir; qu'ils ne doivent pas mettre leur influence et leur fortune au service des ennemis de la race et de l'Eglise; qu'ils ne doivent pas jouer dans les mains de ceux qui les flattent pour les rendre complices de leurs projets de domination; qu'après avoir profité du patriotisme de leur clientèle, ils ne doivent pas en faire fi pour leur propre compte; qu'ils ont le devoir d'aider les oeuvres de défense religieuse et nationale en proportion de leurs moyens; que dans l'acquisition et l'emploi de leur fortune, ils doivent tenir compte des exigences de la conscience chrétienne et de l'honneur national; qu'ils rendront témoignage à leur foi et à leur race, non pas dans la mesure de leurs succès et en proportion du chiffre de leur fortune, mais en raison de leur probité, de leur intelligence et de leur esprit social; qu'ayant le droit de compter sur l'encouragement de tous leurs compatriotes, ils ont aussi l'obligation de les servir honnêtement; que si la religion et le patriotisme imposent au travail une salutaire discipline, ils obligent le capital à de justes et nécessaires contraintes. En résumé, la presse catholique et nationale doit être, pour les hommes d'affaires comme pour toutes les autres catégories sociales, un moyen d'éducation autant qu'un auxiliaire. C'est à ce double titre qu'elle mérite leur encouragement.

Ouvriers

L'attitude de la presse catholique canadienne sur la question ouvrière est bien définie. Elle s'inspire des directions

données par Léon XIII et renouvelées par S.S. Benoît XV. Elle s'efforce de rompre la tyrannique et dangereuse emprise du syndicalisme américain, forcément neutre quand il n'est pas antichrétien, sur les travailleurs canadiens-français. Elle favorise de toutes ses forces le syndicalisme catholique et national. L'*Action catholique* à Québec, le *Progrès du Saguenay* à Chicoutimi, tout en s'intéressant aux autres aspects de la situation religieuse et sociale, méritent presque d'être comptés au nombre des organes du travail catholique syndiqué. Le *Devoir*, appelé à une action plus générale, le *Droit*, voué à la défense de la minorité ontarienne, n'ont négligé aucune occasion d'aider au développement des oeuvres sociales catholiques. Cette attitude a valu au *Devoir* l'animosité d'un bon nombre de patrons et la haine des ouvriers soumis à la domination du travail syndiqué d'Amérique. Cette double antipathie s'est manifestée par de sérieux obstacles apportés à la diffusion du journal et au bon fonctionnement de son atelier. Ces inconvénients nous les avons subis et nous continuerons à les subir parce qu'en ceci comme en toute autre matière, nous estimons que nous devons dire la vérité, quoi qu'il en coûte.

Avons-nous tort de penser que cette attitude mérite quelque reconnaissance de la part des ouvriers catholiques? de ceux, bien entendu, dont la foi est assez éclairée et le patriotisme assez réel pour leur faire comprendre que le mouvement ouvrier doit rester subordonné aux intérêts supérieurs de l'Eglise, de la famille, de la race et de la patrie.

Lorsque je parle de reconnaissance, il faut s'entendre. Il ne s'agit pas principalement de services réciproques, dont le seul objet serait de favoriser le développement de deux oeuvres particulières. Nous ne soutenons pas le mouvement syndical catholique aux seules fins de nous faire une clientèle; nous ne demandons pas aux ouvriers catholiques d'encourager le *Devoir*, ou tout autre journal, dans le but de s'assurer un utile service de presse. Non, il faut placer la question sur un terrain à la fois plus large, plus élevé et plus solide.

Ce n'est pas pour flagorner les masses ouvrières que la presse catholique s'occupe d'elles, que le *Devoir* s'intéresse à la question sociale. Pour ma part, je ne me fais aucune illusion sur les dangers du mouvement syndical, même catholique, et pour la société généralement, et pour les ouvriers eux-mêmes. Mais il me paraît inévitable et, à l'heure actuelle, nécessaire. Le syndicalisme catholique est le seul contrepoids efficace à la double tyrannie du capitalisme et du socialisme, tous deux sans foi, sans patrie, sans autre règle que la loi du plus fort.

C'est dans l'intérêt général de la société, de l'Eglise, de la patrie canadienne, de la race canadienne-française, que nous appuyons le mouvement, trop tardif mais plein d'espérances, du syndicalisme catholique et national. C'est en raison de ces motifs d'ordre supérieur que nous nous appliquons, tour à tour, à dissiper les préjugés et les méfiances des classes bourgeoises à l'endroit du syndicalisme catholique, et à mettre les ouvriers en garde contre les excès où ils peuvent se laisser entraîner: esprit de caste, oubli des intérêts généraux de la société et des droits des autres classes, étroitesse de vues, danger de certaines revendications, légitimes en soi, peut-être, mais contraires à l'équilibre social. [1]

Telle est, à mon sens, la seule manière dont un journal voué à la défense de *tous* les intérêts religieux et nationaux peut traiter ce qu'on a pris l'habitude d'appeler abusivement "la question sociale", mais qui n'en est, en réalité, que l'un des éléments. La question ouvrière n'absorbe et ne supprime ni la question agraire, ni la question économique, ni les multiples problèmes de la politique intérieure ou extérieure, ni surtout la question sociale par excellence, la protection de la famille.

Placer ou replacer toute question à son rang, dans l'ordre normal voulu par Dieu; lier toutes les questions les unes aux autres, dans l'esprit et la conscience de toutes les classes de la société, par l'emprise des principes fondamentaux de l'ordre social: c'est toute la raison d'être d'un journal comme le *Devoir;* et c'est encore le meilleur service qu'il puisse rendre aux ouvriers comme à toutes les autres catégories de Canadiens.

Que nos ouvriers ne s'y trompent point: leurs conditions s'amélioreront véritablement, leurs oeuvres syndicales ou autres seront durables et fécondes, dans la mesure où elles gagneront d'intelligentes sympathies parmi les hommes de toutes catégories qui veulent, eux aussi, le bien de la société, qui cherchent le progrès dans le règne de Dieu, dans la discipline morale des intelligences et l'application sociale des règles de la justice et de la charité, autant que par le bien-être matériel et une plus équitable répartition des richesses.

Une puissante organisation syndicale peut assurer aux ouvriers une domination passagère. Mais gare au lendemain! Le despotisme égoïste, fût-il celui d'un roi, d'une caste ou d'une classe, n'a qu'un temps, généralement court, et suscite d'effroyables réactions. Les admirables corporations du moyen âge ont rendu de notables services; elles ont péri par l'excès de leur puissance, par leur égoïsme de classe surtout.

[1] C'est à ce point de vue que le *Devoir* a traité la question ouvrière dans une série d'articles reproduits en brochure : *Syndicats nationaux ou internationaux?* (épuisée).

Que nos ouvriers catholiques aient leurs organes à eux, qui traitent tous les aspects particuliers du problème ouvrier, fort bien; et l'on peut être sûr que la presse catholique et nationale fera bon accueil à ces publications spéciales, pourvu, bien entendu, qu'elles s'inspirent toujours des principes de la foi et du patriotisme. Mais comme toutes les autres catégories de Canadiens catholiques, peut-être davantage, ils ont un intérêt primordial à soutenir et à propager des organes d'éducation publique qui entretiennent entre eux et les autres classes de la société ces courants sympathiques, ces liens nécessaires, qui assureront le succès durable de leurs activités sociales.

C'est sur ce terrain que nous nous plaçons en toute sécurité pour recommander l'oeuvre du *Devoir* à ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier.

On a parfois objecté que le *Devoir* est trop sérieux, d'un ton trop élevé, pour être accessible aux ouvriers. Cette objection, je l'avoue, m'a toujours étonné, de la part surtout de ceux qui prodiguent aux ouvriers les plus basses flatteries. Si j'étais ouvrier, je l'accueillerais comme une insulte.

Que les milliers de pauvres diables abreuvés depuis vingt ans de *littérature* d'égoût ne puissent lire un journal sérieux, c'est admis. Mais ceci n'est pas plus vrai des ouvriers que des autres. Il y a encore, je pense, de nombreux travailleurs qui aiment mieux s'instruire que s'abrutir. Seulement, il en est d'eux comme de tous les autres Canadiens: ils ne comprendront que graduellement l'importance éducatrice de la presse catholique et nationale; et ils n'y arriveront qu'après avoir compris l'insuffisance des journaux de parti et la dégradante influence de la presse jaune.

Ruraux

Il y a fort peu d'années encore, les agriculteurs et, plus généralement, les ruraux formaient d'emblée la couche la plus solide de notre population, la plus saine physiquement, la plus morale, la plus religieuse et, à certains égards, la plus sociale. Par contre, c'était la plus entamée par l'esprit de parti et la passion politique.

Le spectacle qu'offraient la plupart des paroisses, en temps d'élection, était à la fois grotesque et lamentable. La conscience, la raison, le bon sens, la dignité humaine perdaient tous leurs droits. A l'appel des chefs, des candidats, des "orateurs" et sous l'impulsion des "organisateurs", tout le monde perdait la tête. C'était la surenchère des mensonges, des injures, des sophismes, le dévergondage de la débauche crapuleuse, l'oubli de toutes les lois de la justice et de la morale. Le mal n'était peut-être pas plus grand que dans les villes ou qu'en

tout autre pays affligé du régime électoral et démocratique; mais par contraste avec l'habituelle dignité de vie de nos *habitants,* il étalait davantage sa hideur dégradante. D'honnêtes pères de famille prenaient tout à coup des allures de voyous, d'excellents chrétiens trafiquaient de leur conscience ou de celle des autres, de braves gens qui n'auraient voulu pour rien au monde manquer la messe du dimanche, le maigre du vendredi ou le jeûne du carême, des vigiles et des Quatre-Temps, n'hésitaient nullement à se parjurer pour le plus grand bien du "parti". Les choses en vinrent au point qu'en plusieurs diocèses, les autorités religieuses mirent les actes de corruption électorale au rang des "cas réservés" à la juridiction épiscopale.

Aujourd'hui le mal paraît moindre. Non pas que les moeurs électorales soient notablement purifiées, mais la moralité générale ayant sensiblement baissé, le contraste est moins violent. La conscience publique a fini par amener la conscience privée à son niveau.

Il y a quelque vingt ou trente ans, on eût insulté un bon *habitant* de vieille roche en lui demandant de signer la quittance d'une somme reçue, ou de reconnaître par un billet une dette légitime. Aujourd'hui, gare à qui ne prendrait pas ces élémentaires précautions! Le parjure judiciaire devient presque aussi fréquent que le parjure électoral. L'esprit de lucre, de rapine et de cautèle se répand comme une tache d'huile. L'agriculteur s'habitue à voir dans le professionnel et le marchand, dans l'homme des villes surtout, l'ennemi, l'exploiteur, contre lequel il doit s'armer et qu'il a le droit, quand il en a la chance, de *retaper* aussi souvent et aussi fort que possible.

La politique n'est pas la seule cause de cette dégradation morale et sociale des campagnes. Un faux système d'enseignement public, la manie de la prétendue "éducation" — qui est justement le contraire de l'éducation — y a contribué fortement et tout d'abord en déracinant les ruraux, les femmes surtout, et en leur inculquant le dégoût de la vie des champs. Les facilités de communication et le développement de la grande industrie ont accéléré la migration des campagnes vers les grandes villes; la multiplication des centres industriels menace de vulgariser le mal par toute la province.

La politique administrative, — celle de la province aussi bien que celle d'Ottawa — dirigée par des avocats aux gages de la haute finance, n'a rien tenté de sérieux pour guérir cette plaie grandissante de l'urbanisme, quand elle n'a pas tout fait pour le répandre.

La guerre a donné une formidable impulsion à toutes ces forces dissolvantes. A cet égard, elle a été plus nocive au Canada que partout ailleurs. Afin d'entraîner les Canadiens à

une participation outrancière qu'aucune obligation morale ou internationale ne justifiait, les agents de l'impérialisme anglais et les profiteurs des industries de guerre ont organisé une campagne systématique de mensonges et de sophismes. Ils ont exploité toutes les passions bonnes et mauvaises; ils ont éveillé tous les appétits; ils ont égaré tous les esprits. Ils ont enflammé le fanatisme antipapiste en représentant le Pape comme l'agent stipendié de l'Allemagne; ils ont trompé la foi naïve des catholiques en leur faisant croire que la cause des Alliés était celle de la justice et de la religion; ils ont flatté les instincts de révolte et l'orgueil démagogique en montrant le triomphe de la Révolution et de la démocratie dans la victoire ententiste: c'était la plus véridique de leurs assertions. Dans l'ordre des intérêts matériels, la multiplicité des industries de guerre a fait des hommes de rapine les partisans de la guerre à outrance. Les gros salaires ont apaisé les murmures des ouvriers. Les gros prix ont obscurci la conscience des agriculteurs. Il a fallu la menace de la conscription pour éveiller les méfiances; et encore, le peuple des villes et des campagnes ne s'en est ému qu'en raison des souffrances individuelles ou des pertes matérielles qu'elle lui apportait. Des causes premières de cette dure mais inévitable conséquence, il ne s'est nullement inquiété. Il a maudit les hommes et le parti qui ont voté la loi de conscription; il s'est jeté dans les bras du parti et des hommes qui en avaient posé toutes les prémisses, qui avaient acquiescé à tous les mensonges, à tous les sophismes, à toutes les mesures dont la conscription résultait aussi naturellement que la brûlure du contact avec le feu.

La guerre finie, le peuple n'a songé qu'à oublier ses terreurs dans une orgie de luxe et de dépenses folles, favorisée par les prix extravagants du travail salarié et des produits de la terre. C'était une mauvaise préparation au rajustement moral et économique qui s'impose. Les prix baissent, le chômage est commencé; mais les habitudes prises restent, les idées fausses ou mauvaises subsistent; les consciences et le bon sens ne se remettent pas d'aplomb.

Dans les campagnes, les agriculteurs vont profiter assez longtemps encore de la hausse des prix; mais la main-d'oeuvre reste rare et dispendieuse; les jeunes gens, garçons et filles, attirés dans les villes au cours de la guerre, ne sont pas pressés de retourner aux champs. Et s'ils y retournent, dans quel état moral et physique rentreront-ils au foyer? Il n'y a pas à le cacher, l'atmosphère des villes est beaucoup plus pernicieuse pour les ruraux brusquement transplantés que pour la vieille population ouvrière encore chrétienne, plus aguerrie

contre les périls de la vie urbaine, mieux protégée surtout par la vie de famille, qui fait totalement défaut aux jeunes campagnards attirés en ville par la perspective alléchante d'un gain facile et d'une vie d'amusements grossiers.

Influence délétère des journaux

Dans cette désorganisation morale de la vie rurale et dans ce funeste exode des campagnes vers les villes, quelle a été la part de responsabilité de la presse quotidienne? Enorme, incalculable.

La presse de parti a rendu permanente l'influence désastreuse de la politique et des politiciens sur l'esprit de la population rurale. Le désarroi des idées, l'atrophie de la conscience, l'abaissement de la dignité, si marqués en temps d'élection, les journaux de parti se sont appliqués constamment à les entretenir. Chaque soir, ou chaque semaine, le journal *rouge* ou *bleu* arrive au foyer prêcher le faux évangile et la fausse morale du parti. De l'attaque aiguë il a fait la maladie chronique. De la multitude d'idées fausses répandues au cours de la guerre, les journaux de toutes nuances ont été les véhicules et les propagateurs complaisants.

Le journalisme jaune, qui a tôt fait de compénétrer le journalisme de parti, est venu étendre le mal et l'introduire dans tous les domaines de la conscience et de l'esprit. Le journal à nouvelles, à sensation, à images, c'est le cinéma des campagnes. Il familiarise la population rurale avec tous les vices, tous les crimes, toutes les turpitudes et tout le faux clinquant des villes. Il habitue les braves gens de la campagne à croire que le déshabillé du théâtre, le débraillé de la rue, la pourriture des maisons de prostitution, les drames hideux dont le dénouement se déroule en cour d'assises, c'est la vie habituelle et normale des villes; et comme toutes ces saletés s'étalent et se racontent sans vergogne, côte à côte avec des récits de fêtes religieuses ou patriotiques, des articles ou des discours politiques, des morceaux plus ou moins littéraires — le tout bariolé de portraits d'évêques et de bandits, de magistrats et de prostituées, de financiers et d'actrices — les bons "habitants" finissent par n'avoir plus qu'une notion distinctive assez confuse entre ce qui est respectable et ce qui ne l'est pas, avec une sympathie grandissante pour le crime et les criminels. Les jeunes gens, les jeunes filles, et même les jeunes ménages se prennent de l'idée que la ville où l'on voit tant de belles choses croustillantes, où l'on s'amuse de tant de façons, où l'on s'habille et se déshabille avec

si peu de gêne, où l'on dépense si facilement tant d'argent si aisément gagné, c'est l'endroit où il fait bon vivre.

A la campagne plus peut-être encore qu'à la ville, la presse de parti a été désorganisatrice des idées et la presse sensationnelle corruptrice des moeurs.

A la campagne autant qu'à la ville, le seul moyen de combattre sur son terrain l'influence du journal démoralisateur c'est la diffusion du journal moralisateur. C'est par la presse sainement inspirée qu'il y a chance de rendre à la population rurale le sens de sa dignité, un juste sentiment de son indépendance et surtout une notion exacte de son devoir social.

A cet égard, le mouvement agraire qui se manifeste dans les provinces anglaises mérite d'être observé. En dépit des incohérences inhérentes à la mentalité protestante, cette évolution marque un progrès manifeste sur les déchéances du passé, accélérées par la guerre. La terreur et l'antipathie qu'il inspire aux politiciens, aux brasseurs d'affaires, à tous les exploiteurs de la crédulité campagnarde, le recommandent à l'observation sympathique de tous les Canadiens français qui ne veulent pas voir leur province rester à l'arrière-plan et continuer à servir de tremplin aux arrivistes de la finance et de la politique.

Je ne prétends pas que les agriculteurs du Québec doivent copier en tous points ceux de l'Ontario et de l'Ouest, et se lancer tête baissée dans un mouvement de séparatisme de classe. Mais ils pourraient les imiter, avec toute la supériorité de leurs traditions religieuses et nationales, tout comme les ouvriers catholiques font en marge de l'organisation syndicale sans religion et sans patrie. Ils trouveraient avantage à se serrer les coudes, à chercher dans les principes de l'association catholique et nationale, les moyens de consolider leur situation économique, de perfectionner leurs méthodes de culture, de régulariser la vente de leurs produits, de garder leurs enfants, de faire appliquer aux écoles de campagnes des méthodes rationnelles d'enseignement. Ils apprendraient à secouer le joug des politiciens qui les exploitent et s'en moquent depuis soixante quinze ans. Ils s'habitueraient à faire aux choses de la politique et à toutes choses l'application des règles ordinaires du bon sens, dont ils savent si bien user quand il s'agit de leurs affaires personnelles ou locales. Et en opérant cette évolution sous l'empire des principes chrétiens et des traditions familiales qui ont permis à leurs ancêtres de sauver la race et la nationalité, ils accompliraient véritablement leur devoir social.

Dans la poursuite de cette tâche nécessaire, la presse catholique et nationale leur apporterait un concours précieux.

A mesure qu'ils perceront le mensonge des évangiles de parti, qu'ils sonderont les plaies morales causées par la presse jaune, ils comprendront davantage l'utilité de la presse de principes — à moins qu'ils ne versent dans le plus étroit égoïsme de classe. Pour échapper à l'emprise des vieux préjugés sans tomber sous le joug des principes dissolvants qui menaçent toutes les sociétés contemporaines, ils ont besoin que quelqu'un leur rappelle sans cesse leurs devoirs autant que leurs droits, leur fasse connaître la situation des autres classes de la société, les mette en garde contre les démagogues qui exploitent tour à tour ou simultanément le peuple des villes et celui des campagnes. En un mot, leur conscience sociale a besoin d'être soutenue et éclairée, dans l'ordre des faits journaliers comme dans le domaine des principes. Pour eux comme pour les autres, c'est le service que la presse catholique et nationale leur rendra s'ils veulent en profiter.

IV

LA PRESSE ET LA FAMILLE

La famille, fondement de l'ordre social

Dieu a fait de la famille le fondement de l'ordre social. En supprimant la polygamie et le divorce, en relevant la femme et l'enfant de la dégradation où le paganisme les avait plongés, le Christ et son Eglise ont rétabli la famille dans sa dignité première et fondé la société chrétienne. Par une conséquence naturelle et avec une infernale logique, les ennemis de Dieu, du Christ, de l'Eglise et de la société chrétienne s'attaquent partout et en tout temps à la famille. Chez nous comme ailleurs, ils trouvent maints complices parmi des gens qui se disent catholiques et une foule d'agents inconscients dans l'innombrable multitude des aveugles, des égoïstes, des lâches et des imbéciles.

S'il est une collectivité qui doit veiller jalousement sur ses traditions familiales, c'est bien le petit peuple canadien-français. Aucune nation peut-être ne doit autant que lui à la valeur morale et sociale de la famille chrétienne. Sans doute, c'est la paroisse catholique, seule institution préservée des ravages de la conquête anglaise, qui a sauvé notre nationalité. Mais c'est dans la vitalité des familles, dans leurs traditions et leurs séculaires coutumes, que la paroisse a trouvé le secret de sa survivance. Les fortes familles ont fait les fortes paroisses. La fécondité des foyers a permis à la race de résister à l'accablement du nombre, de garder pleins ses cadres sociaux et d'empêcher l'ennemi de s'y introduire. La bonne ordonnance du gouvernement familial a entretenu chez nos pères les notions d'ordre et d'équilibre, le sens de l'autorité et de la justice, tempéré par la bienveillance et la pratique d'une saine liberté. C'est là qu'il faut chercher la réelle grandeur et la force de résistance de ces pauvres paysans, de ces minces bourgeois, sans lettres, sans richesse, sans puissance, qui ont fondé la nationalité canadienne, en dépit de l'insouciant égoïsme de la France, et qui l'ont sauvée des brutalités et des ruses de l'Angleterre.

De ces familles nombreuses et bien ordonnées, aux moeurs simples et cordiales, sont sortis ces prêtres dévoués, curés, missionnaires et fondateurs de paroisse, moins raffinés que les abbés de cour ou d'académie, évidemment, mais simples et sans morgue, robustes, actifs et débrouillards, se faisant tout à tous, dans l'ordre matériel aussi bien que pour la conduite

des âmes. De ces foyers sortirent également ces femmes incomparables, religieuses de toute catégorie, si bien préparées par les exigences d'une nombreuse famille et l'admirable exemple de leurs vaillantes mères, à l'exercice pratique de toutes les formes de la charité.

Certes, je n'ignore pas ce qui manquait à nos vieilles familles canadiennes. On n'en saurait méconnaître les lacunes et les faiblesses, et notamment celles qui provenaient de l'absence d'une véritable hiérarchie sociale, d'une aristocratie consciente de son rôle et de ses responsabilités, d'une bourgeoisie éclairée, entreprenante et solidement progressive. Les éléments existaient; mais le régime colonial français les étouffait. Plus tard, les agents de l'Angleterre, en dominant les seigneurs et les têtes dirigeantes du clergé, puis en corrompant les chefs politiques, accentuèrent le mal. De là, ce tempérament moutonnier, cet amollissement des caractères, ce singulier mélange de servilité collective et de suffisance individuelle, qui se retrouvent chez tous les peuples conquis, chez ceux surtout qui finissent par accepter la conquête comme un bienfait et n'en recherchent que les avantages matériels. Cette abdication entama chez nos pères le vieux fond de fierté française et de dignité catholique; elle prépara les coeurs à la soumission abjecte, les intelligences à l'abrutissement matérialiste et les consciences aux faciles et profitables compromissions. Ces déchéances se sont manifestées plus tôt et plus généralement dans les classes dirigeantes; preuve que la formation sociale était plus en défaut que l'éducation familiale.

Décadence de la famille canadienne

Aujourd'hui, depuis la guerre surtout, c'est le contraire qui se produit. Le sens social s'éveille; les intelligences s'aiguisent; les oeuvres se multiplient, la piété se ranime, du moins en apparence. Par contre, la famille est en pleine décadence. Elle est fortement atteinte dans tous ses éléments vitaux.

Dans sa vigueur physique, par l'entassement de la population dans les villes, par le travail mercenaire des femmes et des enfants, par l'empoisonnement des nourrissons, par une détestable alimentation, par la diffusion des pratiques immorales, par la manie des femmes de se vêtir ou plutôt de se dévêtir à rebours des saisons et du bon sens, sans parler de la décence et du bon goût.

Dans sa constitution morale, par l'abaissement de la dignité des époux et de l'autorité des parents, qui détruit le sens de l'obéissance chez les enfants, du respect chez les jeunes gens; par l'effacement de l'honneur chez l'homme, de la pudeur chez

la femme, de la candeur chez l'enfant; par la pratique croissante du vol et du mensonge sous toutes les formes, à tous les degrés, dans toutes les couches sociales; par l'amour des jouissances, l'égoïsme et la vanité; par le féminisme, la plus antisociale peut-être des folies du jour, la plus propre assurément à dégrader la femme et à détruire la famille.

Dans sa vie intellectuelle, par une éducation faussée et superficielle, par la légèreté ou la lourdeur des esprits, la futilité des préoccupations, la niaiserie ou la répugnante immoralité des amusements.

Dans son équilibre économique, par la soif des richesses vite et mal acquises, par la perte de l'esprit d'épargne, par le goût des dépenses folles et des dépenses bêtes, du clinquant et du luxe de mauvais aloi.

Loin de moi la pensée que telle est la situation générale, ni même qu'un nombre considérable de familles canadiennes-françaises soient atteintes sur tous ces points. Mais combien sont indemnes?

Sans doute d'autres peuples sont plus malades que nous. Jules Lemaître se gardait de la crainte de l'enfer par la pensée qu'un sort commun à tant d'hommes ne peut être aussi horrible qu'on le prétend. Ce genre de fatalisme—ou de *jemenfichisme*—ne vaut pas mieux pour le salut temporel des peuples que pour le salut éternel des âmes.

Les optimistes se rassurent par le spectacle de tout ce qui reste de bon chez nous, et particulièrement de l'intense pratique cultuelle et des multiples actes de religion extérieure. Certes, je ne méconnais pas la valeur de ces manifestations religieuses; mais lorsqu'elles vont de pair avec une constante et rapide dégradation de la conscience, de la droiture, de la moralité publique et privée, des vertus familiales surtout, elles m'apparaissent comme un phénomène de religiosité, plus propre à inquiéter qu'à consoler. Il y a pour les peuples, comme pour les individus, telles choses que l'abus des grâces et la fausseté de la conscience. Le Christ lui-même a jugé et condamné les nations qui l'honorent du bout des lèvres.

D'autres comptent sur les oeuvres sociales pour nous sauver. Ceux-là sont plus près de la vérité, et l'on sait que le *Devoir* ne leur mesure ni son encouragement ni son appui. Mais quelques-uns semblent oublier que la préservation de la famille, sa préservation morale et physique, est la première et la plus importante des oeuvres sociales, j'oserais presque dire la seule nécessaire.

Certes, il est beau, il est consolant, de voir les oeuvres religieuses et sociales se multiplier et grandir, le mouvement intellectuel s'accélérer, les forces économiques s'affermir; mais

quand l'on constate, par un contraste inquiétant, la rapide déchéance de la famille canadienne, de son esprit, de ses traditions, de ses habitudes, on est tenté de paraphraser l'admirable commentaire de saint Paul sur l'excellence de la charité.

Nous parlerions toutes les langues, nous possèderions la puissance politique, les richesses, la suprématie intellectuelle; nous aurions les universités les plus savantes, les écoles les plus fameuses, les institutions politiques et sociales les plus parfaites; notre clergé serait le plus éclairé du monde, nos communautés religieuses les plus saintes, nos professionnels et nos savants les plus illustres, nos industriels les plus prospères, nos ouvriers les plus habiles; nous remplirions les églises jour et nuit, nous couvririons les places publiques de monuments à la gloire de Dieu, nous pratiquerions toutes les dévotions anciennes et nouvelles: — si nous laissons entamer et déchoir la famille, la famille chrétienne et bien ordonnée, "tout cela ne nous servira de rien."

Nos fortes traditions de famille ont fourni les éléments essentiels de notre vie religieuse, sociale, économique. Si nous négligeons de reconstituer ce principe vital et de l'alimenter, tout le reste périra ou périclitera.

Rôle de la presse

Dans l'oeuvre de défense et de restauration de la famille canadienne, quel est le rôle de la presse catholique et nationale? En premier lieu, jeter le cri d'alarme, signaler les dangers intérieurs et extérieurs qui menacent la famille, rappeler aux parents et aux éducateurs la grandeur de leur mission, faire connaître et encourager tous les moyens propres à préserver ou à refaire la famille chrétienne, empêcher les hommes d'oeuvres d'oublier ce facteur essentiel de l'ordre social.

Mais l'importance de ce rôle doit se mesurer surtout en raison de l'influence désastreuse exercée par la presse sans principes. Ici plus qu'en tout autre ordre d'idées, une presse saine apparaît comme l'antidote nécessaire du mal effroyable causé par la presse *jaune*.

Par l'article, par le récit sensationnel, par le feuilleton, par l'annonce, par l'image, les journaux populaires ont été les corrupteurs les plus efficaces de la famille chrétienne, les facteurs principaux de sa déchéance physique, morale, intellectuelle et économique. Ils ont fait pénétrer dans une multitude de foyers la connaissance et l'usage des drogues malfaisantes à l'aide desquelles les jeunes mères empoisonnent leurs enfants, des modes absurdes ou indécentes qui ruinent la santé des femmes et leur font perdre toute pudeur. Ils ont familiarisé la population, hommes, femmes et enfants, avec le mal sous toutes

ses formes; ils ont rendu le crime indifférent et les criminels intéressants. Ils ont été les complices et les propagateurs de l'impudicité, du vol, de l'ivrognerie, de l'improbité, de l'extravagance dans les idées et dans les moeurs. Ils ont développé le goût du laid, du bête, de l'absurde, du niais. En mixturant tout cela d'occasionnelles et répugnantes professions de foi religieuse, ils ont d'autant mieux réussi à fausser les consciences, à dégrader les esprits, à corrompre les moeurs. Une presse impie et franchement immorale aurait fait moins de mal.

Cette influence désastreuse est d'autant plus difficile à combattre que la plupart des hommes qui dirigent et remplissent ces journaux sont, en leur particulier, d'honnêtes bourgeois, très bornés en tout ce qui ne touche pas à leur industrie et parfaitement inconscients du mal qu'ils font. Plusieurs même sont dévots. Cette particularité leur vaut des amitiés et des protections qui leur permettent d'exercer en toute paix et à grand profit leur dégradante besogne.

Ce n'est donc que par un travail ardu et persévérant que les journaux de défense religieuse et sociale parviendront à contrebalancer l'influence de la presse *jaune* sur la famille canadienne. Et ils n'en viendront à bout qu'avec l'aide des hommes vraiment sociaux, prêtres et laïques. A ceux-ci la tâche de refaire l'éducation populaire, de démontrer aux parents le mal qu'ils font à leurs enfants, le mal qu'ils se font à eux-mêmes, en nourrissant leurs esprits de toutes les ignominies, de toutes les laideurs, de toutes les niaiseries qui s'étalent dans les journaux soi-disant populaires. A eux de démontrer aux lecteurs de journaux que ce qu'ils doivent rechercher dans leur lecture quotidienne, l'unique lecture pour la plupart, ce n'est pas ce qui flatte leur curiosité, leurs mauvais penchants et leurs goûts pervertis, mais au contraire ce qui peut les instruire, éclairer leur intelligence, fortifier leurs convictions, les aider dans l'accomplissement de leurs devoirs individuels et sociaux.

De tous les témoignages, de toutes les marques de sympathie que le *Devoir* a reçus, il n'en est pas qui m'aient plus touché que ceux de quelques pères de famille. "J'aime et j'encourage le *Devoir,* dit l'un, parce que je peux sans crainte le laisser lire à mes enfants." — "La lecture du *Devoir* a fait de mon fils un homme", écrit l'autre. — "Le *Devoir* m'a appris mon devoir social et m'a aidé à bien élever mes enfants," me confie un autre, simple ouvrier.

Puissent nos lecteurs, nos amis et généralement tous les propagandistes de la presse catholique et nationale, considérer cet aspect de l'oeuvre comme l'un des plus intéressants. A lui seul il devrait suffire à valoir aux journaux catholiques l'appui et le concours de tous les pères de famille, soucieux de leurs responsabilités.

V

LA PRESSE ET LE PATRIOTISME

Banqueroute de la Confédération

L'enseignement du patriotisme est peut-être la tâche la plus importante de la presse catholique et nationale. C'est aussi la plus difficile. La plus importante, parce qu'entendu et pratiqué selon les principes de l'ordre social chrétien, le patriotisme renferme l'ensemble des devoirs sociaux. La plus difficile, parce qu'à notre époque les notions fondamentales du patriotisme sont partout obscurcies et faussées, et qu'au Canada, en particulier, la plupart des éléments essentiels du patriotisme font défaut. C'est à peine même si nous avons une patrie.

La patrie, selon saint Thomas d'Aquin, interprété par Mgr Paquet, c'est le sol "qui nous a vus naître et où nous avons grandi." [1] Je ne connais pas le texte du grand Docteur; mais j'imagine qu'à ses yeux comme à ceux de son savant commentateur, le "sol" ne désigne pas seulement la *terre,* mais aussi l'ensemble des institutions politiques qui la régissent, des lois, des coutumes, des traditions, dont se compose la vie sociale du peuple qui l'habite. La patrie est une entité à la fois matérielle et immatérielle; elle possède un corps qui est le territoire, et une âme, un principe de vie sociale, un ordre moral qui détermine la nature et le fonctionnement de ses institutions, les rapports mutuels de ses citoyens, leurs relations collectives avec les autres peuples.

Ainsi comprise, la patrie est d'autant plus une, le patriotisme de ses enfants plus réel et plus agissant, qu'elle possède à un plus haut degré l'unité de territoire, de race, de langue, de religion, que les principes d'autorité et de liberté y sont mieux ordonnés, que l'ordre social et la famille y sont plus respectés, que la forme de gouvernement est plus en harmonie avec le tempérament, les traditions et les besoins de la population.

Les pays où l'un ou l'autre de ces facteurs de l'unité nationale font défaut, ont quelque chose d'inachevé, d'incohérent; le patriotisme y est composite, même quand il est très vif, comme en Belgique ou en Suisse.

[1] *La vie nationale et le Droit chrétien — Études et appréciations* (2e vol.). Québec 1918.

Or, il faut bien le reconnaître, le Canada ne possède en entier aucun de ces éléments. Il lui manque même la condition essentielle, la raison d'être du patriotisme: l'indépendance nationale. Une colonie, quel que soit son degré d'autonomie, n'est pas une patrie au sens réel et complet du mot. Un peuple qui ne possède pas le pays qu'il habite, dont les destinées et l'action mondiale sont à la merci des caprices ou des intérêts d'une autre nation, ne peut avoir un vrai patriotisme. Et quand ce peuple est divisé en deux ou plusieurs groupes de races, de langues, de religions différentes, que ces éléments ethniques n'ont pas les mêmes aspirations nationales, ni le même concept du devoir, de la justice et du bonheur social, qu'ils diffèrent radicalement dans leurs habitudes, leurs traditions, leurs sympathies et leurs antipathies, l'existence même d'un patriotisme commun est impossible.

Telle était la situation au Canada, il y a quelque soixante ans; telle elle est redevenue de nos jours.

Les Pères de la Confédération avaient entrepris de nous tirer de ce chaos. Ils poursuivaient un double objet: l'accord entre les deux races dominantes et la création d'une véritable patrie canadienne. L'oeuvre a lamentablement avorté, moins peut-être par la faute des hommes qui l'ont conçue qu'en raison de circonstances trop fortes. Les auteurs du pacte de 1865 et de la constitution de 1867 avaient bien compris les vices fonciers de la situation; ils ne leur opposèrent que des palliatifs. Trop confiants dans la bonne volonté des deux races rivales, ils négligèrent d'assurer d'efficaces garanties aux minorités catholiques et françaises des provinces anglaises. Effrayés par la perspective de l'absorption américaine, ils ne voulurent pas de l'entière indépendance que l'Angleterre nous aurait alors octroyée sans trop de répugnance; ils gardèrent du vieux lien colonial les nombreux ligaments dont s'est refait le câble qui nous enserre aujourd'hui. Pour compléter leur oeuvre d'unité intérieure et d'affranchissement extérieur, ils attendaient beaucoup du temps. Le temps a travaillé tout au contraire, les hommes aussi, le peuple également.

Si la Confédération canadienne avait gardé ses frontières de 1867; si elle n'avait compté, pour son développement, que sur la croissance naturelle de sa population, le double objectif de ses fondateurs aurait pu se réaliser. L'équilibre des forces, condition première de l'accord, se serait à peu près maintenu entre les deux races; le nationalisme canadien, qui avait jeté d'assez profondes racines depuis 1840, aurait suivi son évolution naturelle. Le lien colonial se serait usé graduellement et les Canadiens auraient pris peu à peu possession de leur pays.

La grande faute de Macdonald et de Cartier fut l'acquisition des Territoires du Nord-Ouest et leur ouverture prématurée

à la colonisation — et à l'agiotage. Ce subit et monstrueux accroissement de territoire rompit l'unité géographique de la Confédération, déjà fortement entamée et disloquée par les opérations de la diplomatie anglaise; il imposa à la jeune nation canadienne un effort surhumain d'expansion et de mise en valeur; il la détourna de son principal devoir, qui était de compléter son ordonnance interne. Les préoccupations matérielles prirent forcément une importance exagérée et dominèrent toute l'action politique du gouvernement et des classes dirigeantes.

Mais le pire, le mal radical, ce fut l'arrivée à flots pressés de nouveaux colons, en qui le Canada n'éveillait nullement l'idée de patrie. Pour les uns, parfaits étrangers, c'était simplement le pays d'aventure, le champ d'exploitation qui leur assurerait un meilleur sort matériel. Pour les autres, les Britanniques, les plus nombreux, c'était cela aussi, mais c'était quelque chose de plus, une terre anglaise, possession de leur patrie à eux, où ils avaient le droit de se mettre à l'aise, fût-ce au détriment des premiers occupants du sol. Au contact de ces représentants de la souveraineté britannique, le vieil instinct égoïste et dominateur des Anglo-Canadiens s'est réveillé. Anciens et nouveaux ont repris en *crescendo* leur adage favori: *This is an English country: one King, one flag, one language* [1]. Ils ont fait table rase, ou à peu près, des maigres avantages garantis aux minorités franco-catholiques. Les plus modérés se sont estimés fort généreux parce qu'ils daignaient reconnaître aux Canadiens français du Québec le droit de garder leurs coutumes *arriérées* — à condition, bien entendu, de laisser la minorité anglo-protestante en pleine possession de tous ses privilèges.

Empire ou patrie?

Dans l'ordre de nos relations extérieures, les mêmes causes ont produit des résultats non moins désastreux. L'intense développement matériel du pays, poursuivi sans égard à ses ressources propres, a attiré le capital anglais tout autant que les colons britanniques. Cette double immigration a fait revivre en Angleterre la politique d'exploitation coloniale. Les maîtres de la finance anglaise ont revisé, non seulement pour le Canada, mais pour les autres Dominions, la sentence de Disraëli: "les colonies sont une meule au cou de l'Angleterre." Ils se sont vite aperçus qu'avec le concours complaisant des coloniaux, leurs possessions d'outremer pouvaient redevenir pour l'Angleterre un champ d'opérations très lucratives, puis

[1] C'est littéralement la maxime des Prussiens pangermanistes.

constituer de précieuses réserves de forces militaires. Ce concours, ils l'ont obtenu sans peine et à fort bon marché. D'infimes partages de bénéfice, quelques pourboires, pas mal de titres et de décorations, une profusion de flatteries, cela leur a suffi pour faire de la plupart des chefs politiques, des hommes d'affaires importants et des journalistes coloniaux, les propagandistes zélés du nouvel impérialisme, les démolisseurs du particularisme national.

Au Canada en particulier, ils ont tiré un merveilleux parti de la situation même qui aurait dû faire obstacle à leur projet: la dualité et l'antagonisme des races. Aux Anglo-Canadiens, ils ont laissé entrevoir l'unification de l'Empire comme le plus sûr moyen d'assimiler ou d'asservir les Canadiens français et les autres non-britanniques. Ils les ont accoutumés à ne voir dans le Canada qu'une portion intégrante de l'Empire britannique, comme le Yorkshire, les Midlothians ou toute autre circonscription du Royaume-Uni. Au patriotisme national, déjà fort atrophié par l'immigration des Iles britanniques, ils ont substitué une sorte de religion impériale, analogue au pangermanisme mis à la mode par Bismark et, davantage peut-être, au culte de l'*imperium* romain, qui reposait sur l'orgueil de race et l'esprit de domination universelle beaucoup plus que sur l'idée de patrie.

Quant à nous, Canadiens français, courbés depuis trois siècles sous le joug colonial, énervés par nos querelles de parti, les impérialistes n'ont pas eu de peine à nous mettre au pas. Grâce à la servilité de nos chefs politiques, presque tous passés à l'ennemi même quand ils affectaient de le combattre, ils ont réussi à nous faire accepter comme des conséquences naturelles de notre situation la brutale suppression de nos droits dans toutes les provinces anglaises et les charges monstrueuses de la prétendue association impériale.

A l'aide de quelques décisions du comité judiciaire du Conseil privé, inopérantes ou neutralisées par des sentences contradictoires, ils sont même parvenus à nous persuader, — pauvres jobards que nous sommes! — que l'Angleterre *protège* nos libertés religieuses, que, pour garantir nos droits, Georges V est prêt à sacrifier sa couronne et Lloyd George le pouvoir, et qu'en toute justice nous devons faire assaut de loyalisme et de sacrifices afin de prouver notre *reconnaissance*, de mériter cette mirobolante protection (qui ne protège rien) et de nous acquitter de nos *obligations morales* envers la mère-patrie. Inutile de rappeler que, pour nous faire avaler cette concoction de mensonges historiques et philosophiques, ils ont trouvé parmi nos compatriotes une légion de sophistes bénévoles ou salariés.

La guerre arrivant, grâce à l'envoûtement de la moitié de l'Europe par la haute finance anglaise décidée à abattre la con-

currence allemande, est venue s'ajouter l'extraordinaire doctrine de nos devoirs envers la France, notre première "mère-patrie".

Une patrie, ou trois?

Nous voici donc, pauvres diables de Canadiens français, avec trois patries, dont pas une n'est à nous. Au Canada, notre seule patrie matérielle, nous ne sommes à peu près chez nous que dans la province de Québec — et encore y serons-nous de moins en moins à mesure que l'industrie et les agglomérations urbaines y supplanteront l'agriculture et la vie des champs. Dans l'Empire britannique, nous ne sommes qu'une poignée d'ilotes. En France, évidemment, nous sommes rien de rien. Les rarissimes Français qui connaissent l'existence du Canada nous accordent parfois une phrase aimable, ou blessante. Au cours de la guerre, en exécution des ordres du gros Northcliffe, régulateur de l'Entente cordiale, quelques *missi dominici* de M. Clémenceau — docile serviteur de l'Angleterre — sont venus nous instruire de nos devoirs internationaux et nous démontrer la profonde immoralité de la politique de non-intervention, si constamment pratiquée à notre égard par la France depuis qu'elle nous a livrés à l'Angleterre après nous avoir maternellement écorchés jusqu'aux os. Mais ces homélies commandées et ces sophismes d'occasion ne font tout de même pas de la France notre patrie; et nous nous en apercevrons très clairement le jour où l'Angleterre et la France, dont l'amitié tourne déjà à l'aigre-doux dans le partage des dépouilles allemandes et turques, reprendront le cours normal de leurs vieilles querelles d'antan.

Au reste, avons-nous le droit de nous plaindre de l'humiliante et bizarre situation qui nous est faite?

Depuis cinquante ans et, à certains égards, depuis la conquête anglaise, nos hommes publics, nos dirigeants de toute catégorie, nos publicistes de toutes nuances n'ont cessé de fausser en nous le sens patriotique et jusqu'aux plus élémentaires vérités de l'histoire, de prodiguer les plates adulations à l'Angleterre, les protestations d'amour à la France, de proclamer l'exceptionnelle liberté et le bonheur sans mélange dont nous jouissons. Il ne passe pas un commis anglais sans que nous clamions à ses pieds notre *loyauté* envers l'Angleterre; il n'arrive pas un cabotin de Paris sans que nous entonnions, avec de fausses larmes dans la gorge, la cantate de notre culte pour la Frrrance. Dans nos attitudes publiques, nous avons laissé déchoir constamment le sens de la vérité et de la justice, l'instinct d'honneur et de dignité que nos ancêtres avaient hérité de la France chrétienne. A la soumission envers l'autorité

légitime nous avons substitué l'agenouillement devant toutes les usurpations; la fierté nationale a fait place à une puérile vanité; la prudence ferme a cédé le pas, tantôt à de creuses et inutiles déclamations, tantôt à la crainte abjecte. Dans nos luttes nationales, nous avons tour à tour dénoncé violemment les moindres injures ou laissé perpétrer les pires iniquités, les atteintes les plus graves à nos droits nationaux, selon que le commandaient l'intérêt du parti que nous suivions ou la situation personnelle du chef dont nous aviens fait notre idole du moment.

Autant les Anglo-Canadiens ont péché contre la patrie canadienne par orgueil de race et par fanatisme religieux, autant nous avons péché par les défauts contraires, par esprit de parti et par couardise morale. C'est dans la franche confession et la sincère repentance de leurs fautes mutuelles, et non dans la recherche de faux compromis ou les plates protestations d'une hypocrite amitié, que les deux races trouveront le secret de la *bonne entente* et le retour vers un patriotisme sain, vrai et fort. La conversion n'est pas facile ni prochaine.

Elle est d'autant plus difficile que partout, à l'heure actuelle, le patriotisme, le patriotisme traditionnel, est en baisse.

Assaillies par l'impérialisme des grandes nations de proie, désorganisées par le socialisme international, les patries s'effondrent dans le chaos d'où l'Eglise et la Papauté les avaient fait surgir au moyen âge. Celles qui veulent survivre cherchent le salut dans l'exacerbation d'un patriotisme exclusivement national et matériel, déchristianisé par le principe du libre-examen, paganisé par la Révolution française, soustrait à toute règle de justice et de morale, à toute autorité arbitrale fondée sur l'ordre surnaturel. Ce genre de patriotisme, après avoir servi les fins odieuses des hommes de proie qui l'exploitent, s'il pouvait triompher des poussées d'impérialisme qui n'en sont que le prolongement et de l'internationalisme qui en est la réaction naturelle, ramènerait les peuples à l'état de sauvagerie.

Religion et Patriotisme — La foi qui sauve

Les peuples qui composaient autrefois le monde civilisé, ballottés entre un nationalisme égoïste et brutal et l'internationalisme destructeur de l'idée même de patrie, ne semblent pas comprendre qu'ils ne trouveront le salut que dans la restauration du patriotisme chrétien et le rétablissement d'une autorité morale assez forte pour départager les conflits internationaux. Un incroyant, imbu de nationalisme amoral et outrancier, M. Charles Maurras, a eu l'intelligence et la loyauté de reconnaître que l'Eglise catholique est la "seule internationale qui tienne".

Le catholicisme est en effet le seul levier moral capable à la fois d'élever le patriotisme et d'en tempérer les excès, la seule doctrine qui puisse apprendre aux peuples à s'aimer eux-mêmes et à aimer les autres peuples comme eux-mêmes pour l'amour de Dieu.

Le patriotisme, disait Joseph de Maistre, "c'est l'abnégation "individuelle. La foi et le patriotisme sont les deux grands "thaumaturges de ce monde. L'un et l'autre sont divins: toutes "leurs actions sont des prodiges. N'allez pas leur parler d'exa-"men, de choix, de discussion, ils ne savent que deux mots: "*soumission* et *croyance*. Avec ces leviers ils soulèvent l'uni-"vers. Ces deux enfants du ciel prouvent leur origine à tous les "yeux en créant et en conservant; mais s'ils viennent à se "réunir, à confondre leurs forces et à s'emparer ensemble d'une "nation, ils l'exaltent, ils la divinisent."

Précisément parce que cette force est immense, il ne faut pas que les peuples soient à la fois maîtres de leur religion et de leur patriotisme. La religion doit être universelle, le patriotisme particulier. Une nation qui n'aurait que la foi sans patriotisme ne serait plus une nation mais une société religieuse. Un peuple qui n'aurait que le patriotisme sans la foi redeviendrait une peuplade barbare. Une nation qui se fait une religion et un patriotisme à elle est une menace pour la liberté du monde, un opprobre à la conscience de l'humanité. Tel fut l'empire romain; tel aurait été ou serait l'impérialisme turc, allemand, russe ou anglais.

On ne saurait donc séparer l'enseignement du patriotisme de l'idée religieuse. Le patriotisme doit être gouverné par les règles de foi, de morale et de raison qui commandent toutes les autres manifestations de la vie individuelle ou sociale.

Voilà les vérités que la presse catholique et nationale doit répéter sans cesse, et dont elle doit faire l'application constante à toutes les situations concrètes qui s'imposent à l'attention du peuple canadien-français, à ses manifestations d'opinion, à son action politique ou sociale. Ce n'est pas, je le répète, besogne facile. Cet enseignement heurte de front les opinions, les préjugés, les passions et les intérêts formidables qui nous étreignent et nous entraînent. Il rompt avec une tradition presque séculaire, avec d'opaques et persistantes illusions, avec une direction politique qui a pu avoir sa raison d'être dans le passé mais qui, dans les conditions actuelles de l'Empire britannique et du monde, nous mène à l'abîme.

Cette tâche, quelque lourde et ingrate qu'elle soit, s'impose d'autant plus vivement à la presse catholique et nationale qu'à cet égard la presse en général a exercé une influence désastreuse.

La presse politique a vulgarisé et porté à son paroxysme de nocivité l'enseignement antipatriotique des partis. Tour à tour, et toujours commandés en sous-main par l'aile anglo- protestante de leurs partis respectifs, les journaux conservateurs et les journaux libéraux ont faussé dans les esprits toutes les notions élémentaires du patriotisme, de l'histoire nationale, des droits respectifs des deux races, du régime colonial, de la constitution de 1867, de l'évolution impérialiste. A tour de rôle ils ont prêché la résistance opiniâtre sur des points de détail et l'abdication des droits essentiels, la haine aveugle des races ou l'abjecte capitulation de la minorité devant les plus déraisonnables exigences de la majorité. En toute occasion, ils ont rapetissé et dégradé le patriotisme à la mesure des appétits de coterie et des ambitions individuelles. Ils ont amené des milliers de Canadiens français à voir le salut de la race et de la nation dans le gain d'une élection et le partage de quelques prébendes entre une demi-douzaine de politiciens.

L'influence de la presse à nouvelles, de la presse *jaune*, moins ouvertement antinationale, a été aussi pernicieuse. Elle a déplacé dans les cerveaux, dans les coeurs et dans les volontés, la notion hiérarchique des valeurs morales et des devoirs sociaux. En hypnotisant la multitude avec une foule de détails puérils, grotesques ou répugnants, elle lui a fait perdre de vue les faits importants de la vie nationale, elle a endormi les consciences, émoussé la fierté, abêti les intelligences. Dans toutes les circonstances critiques, elle n'a pas fait faute, du reste, de servir les desseins des démolisseurs de la patrie canadienne. Qu'on se remémore l'attitude des journaux populaires au moment de la guerre d'Afrique, au cours des luttes pour les droits des minorités de l'Ouest et de l'Ontario, et tout au long de la grande guerre : ils n'ont jamais manqué de trahir le droit et la justice, de déguiser la vérité, de desservir les intérêts nationaux, moins en soutenant ouvertement les thèses ou la politique des lâcheurs qu'en détournant l'attention du public de la gravité des situations.

Cette double influence de la presse politique et de la presse à nouvelles se fait sentir jusque dans les meilleurs esprits. Elle a rétréci chez un grand nombre d'honnêtes Canadiens français le sens du patriotisme. Une foule de braves gens, sincèrement patriotes, voient l'essence du patriotisme dans la conquête de quelques fonctions ecclésiastiques ou civiles; d'autres ne songent qu'aux questions de langue et souvent du point de vue le plus étroit; d'autres encore ne pensent qu'à l'enrichissement matériel de la race. Ces choses ne sont pas à dédaigner: elles marquent quelques-unes des emprises extérieures du patriotisme; elles aident à signaler le dualisme ethnique ou

intellectuel de la nation. Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui importe plus que tout cela et sans quoi ces conquêtes extérieures n'aboutiraient à rien, c'est de garder jalousement et de fortifier l'âme et le corps de la race, sa foi, ses traditions de famille, les conditions essentielles de sa santé morale et physique; c'est de développer sa virilité, sa droiture, sa fierté, son courage, sa persévérance, toutes vertus de lutte et de salut singulièrement affaiblies chez nous. C'est aussi de la sauver des haines de classe qui entament si profondément les races déchristianisées et de faire grandir en elle le sens de la solidarité nationale qui la rendra invincible. C'est enfin d'élargir ses horizons intellectuels, de l'habituer à regarder au-dessus et au delà des murs de son étroit enclos, non pour se désintéresser d'elle-même et de sa patrie, mais pour se prémunir contre les dangers qui la menacent, profiter du bien qui se fait ailleurs et se garer des maux qui se communiquent.

La tâche qui s'impose consiste donc à rétablir dans l'esprit des Canadiens français les notions fondamentales de patrie et de patriotisme; puis à stimuler en toute occasion nécessaire l'accomplissement du devoir social.

En dépit des désenchantements du passé et des sombres perspectives d'avenir, il faut penser et agir comme s'il était encore possible de faire une patrie canadienne, de créer un patriotisme national. Quelle que soit la destinée prochaine ou lointaine du Canada et de la province de Québec, tout effort persévérant pour maintenir ou faire revivre les conditions de l'accord de 1865 aura sa pleine valeur. Si les Anglo-Canadiens renoncent à leurs projets despotiques d'assimilation intérieure et à leur rêve d'unification impériale pour revenir à l'idée d'une nation anglo-française, nous serons un élément de force commune dans la mesure où nous aurons reconstitué notre vitalité propre, où nous aurons fortifié notre vie sociale catholique, maintenu nos traditions familiales, développé nos facultés particulières selon le génie et le tempérament de notre race. S'ils s'obstinent dans leur folie assimilatrice ou leur délire d'orgueil impérial et nous entraînent avec eux dans l'union américaine, après un séjour plus ou moins prolongé dans les périlleuses régions de l'impérialisme britannique, le même travail de rénovation intérieure nous permettra de résister à l'absorption morale et intellectuelle du continent.

Nous ne pouvons espérer ni entreprendre de faire de l'Amérique du Nord ou même de la Confédération canadienne, une entité catholique et française. Mais plus nous accentuerons notre caractère de peuple catholique, français par son origine et sa mentalité, nettement américain par sa situation, plus nous résisterons d'un côté à l'ambiance matérialisante de

l'Amérique anglo-saxonne et de l'autre à l'artificielle attraction des intérêts européens, anglais ou français, mieux vaudra l'apport que nous fournirons à la communauté sociale dont nous ferons définitivement partie. Nous lui apporterons à la fois l'incalculable supériorité d'une religion qui ne flotte pas au gré des événements humains, d'une civilisation véritablement supérieure, et d'une tradition plus intimement liée que toute autre au continent où la providence de Dieu nous a fait prendre racine depuis plus de trois siècles. De tels avantages ne se mesurent ni au poids des écus ni d'après l'échelle des valeurs numériques. Les conserver, les accroître, les mettre en valeur, en dépit de tous les obstacles et de toutes les contradictions, tel est notre véritable devoir patriotique, et notre plus précieuse contribution au patrimoine moral de l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Note-préface 3

I—UNE CAMPAGNE DE PROPAGANDE —

Regain de confiance — Utiles contacts 5
Succès notables — Résultats conditionnels 7
Fausses conceptions — Situation particulière du *Devoir* 10
Qu'est-ce qu'un journal catholique et national? 13

II—LA PRESSE ET LES ŒUVRES —

Éveil du sens social — Action des journaux 16
La « locomotive » — Qui paie le charbon? 18
Œuvres religieuses — Complément nécessaire 21
Le *Devoir* et le renouveau intellectuel 24
Anglo-Saxonisme — Dilettantisme français 27
Le *Devoir* et les questions « pratiques » 29
Inévitable banqueroute de l'anglomanie 32
L'affranchissement économique par l'esprit social 35

III—LA PRESSE ET LES CATÉGORIES SOCIALES —

Clergé 39
Communautés religieuses 42
Professionnels 46
Défaut de formation sociale 48
Hommes d'affaires 52
Ouvriers 56
Ruraux 59
Influence délétère des journaux 62

IV—LA PRESSE ET LA FAMILLE —

La famille, fondement de l'ordre social 65
Décadence de la famille canadienne 66
Rôle de la presse 68

V—LA PRESSE ET LE PATRIOTISME —

Banqueroute de la Confédération 70
Empire ou patrie? 72
Une patrie, ou trois? 74
Religion et Patriotisme — La foi qui sauve 75

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

5792 10

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due